



# **Rapport Financier Annuel**

Période de référence  
du 10/2012 au 09/2013 (12 mois)

Exercice 2012/2013



## **Sommaire**

<b>ELEMENTS COMPTABLES ET FINANCIERS</b>	<b>2</b>
<b>COMPTES ANNUELS</b>	
<b>ELEMENTS COMPTABLES ET FINANCIERS</b>	<b>17</b>
<b>COMPTES CONSOLIDES</b>	
<b>ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ANNUELLE DES ACTIONNAIRES</b>	<b>49</b>
<b>DU 28 FEVRIER 2014</b>	
<b>RAPPORT DE GESTION DU DIRECTOIRE</b>	
<b>ATTESTATION DU RAPPORT FINANCIER ANNUEL</b>	<b>90</b>
<b>PAR LE PRESIDENT DU DIRECTOIRE</b>	
<b>RAPPORTS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES</b>	<b>92</b>
<b>RAPPORT GENERAL SUR LES COMPTES ANNUELS ET CONSOLIDES</b>	

*Tous les montants sont exprimés en milliers d'€uros*

**ELEMENTS COMPTABLES ET FINANCIERS**  
**COMPTES ANNUELS**

**LACROIX SA**

Septembre 2013

## 1 Bilan

BILAN ACTIF (en K€)	Note	Exercice 2013			Exercice 2012
		Brut	Amort & Prov		Net
Immobilisations Incorporelles	3.3.1	80	59		22
Immobilisations Corporelles	3.3.1	1 314	150		1 164
Immobilisations Financières (1)	3.3.1	76 083	7 664		68 419
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>		<b>77 477</b>	<b>7 873</b>		<b>69 604</b>
Creances Clients & Cpts Ratt	3.3.2	362			362
Creances Diverses	3.3.2	15 440			15 440
Valeurs Mobilières de Placement (2)	3.3.3	17 094	173		16 921
Disponibilités		125			125
Charges Constatées d'Avance	3.3.7	38			38
<b>ACTIF CIRCULANT</b>		<b>33 059</b>	<b>173</b>		<b>32 886</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>110 537</b>	<b>8 046</b>		<b>102 491</b>

(1) Dont Titres de participation pour K€ 67 553 en valeur brute, provision sur titres pour K€ 6 805

(2) Dont actions propres pour K€ 541

BILAN PASSIF (en K€)	Note	Exercice 2013	Exercice 2012
Capital	3.3.4	25 000	25 000
Primes d'Emission, Fusion et apport	3.3.4	3 455	3 455
Réserve Légale	3.3.4	2 144	1 832
Autres Réserves	3.3.4	28 000	24 000
Report a Nouveau	3.3.4	599	467
Provisions réglementées	3.3.4	24	31
Résultat	3.3.4	7 471	6 228
<b>CAPITAUX PROPRES</b>		<b>66 692</b>	<b>61 013</b>
Provisions pour Risques et Charges	3.3.5	3	134
<b>PROVISIONS</b>		<b>3</b>	<b>134</b>
Emprts & Det.c/o Ets Crdt...(2)	3.3.2	20 019	18 580
Emprunts & Dettes Fin.Divers.	3.3.2	15 084	11 292
Dettes Fournisrs & Cpts Ratt	3.3.2	228	221
Dettes Fiscales et Sociales.	3.3.2	395	391
Dettes sur immobilisations	3.3.2		
Autres	3.3.2	70	48
<b>TOTAL DETTES (1)</b>		<b>35 796</b>	<b>30 532</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>102 491</b>	<b>91 679</b>

(1) Dettes et produits constatés d'avance à - d'un an

23 517

18 230

(2) Dont concours bancaires courants, soldes créditeurs de banques

29

137

Septembre 2013

## 2 Compte de résultat

COMPTE DE RESULTAT (en K€)	Note	Exercice 2013	Exercice 2012
<b>Chiffre d'Affaires Net</b>		<b>1 374</b>	<b>1 406</b>
Reprises s/ Provisions & Transfert de charges		145	13
Autres Produits			
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>		<b>1 519</b>	<b>1 420</b>
Autres Achats externes		800	808
Impots, Taxes & Assimilés		210	165
Charges de Personnel	3.5.1	621	613
Dotations aux Amortis. & Provisions		95	203
Autres Charges		27	20
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>		<b>1 753</b>	<b>1 808</b>
<b>RESULTAT EXPLOITATION (I)</b>	<b>(1) (2)</b>	<b>-234</b>	<b>-389</b>
Produits de Participation..(3)		4 770	4 849
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (3)		159	69
Autres Inter. & Prod. Assimil.(3)		294	396
Reprises s/ Provisions & Transfert de charges		501	
Produits / cessions de valeurs mob. placement		3	6
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>		<b>5 727</b>	<b>5 320</b>
Dotations aux Amortis. & Provisions			1 002
Interets & Charges Assimil.(4)		610	714
Charges / cessions de val mob placement			
<b>CHARGES FINANCIERES</b>		<b>610</b>	<b>1 716</b>
<b>RESULTAT FINANCIER (II)</b>		<b>5 117</b>	<b>3 603</b>
<b>RESULTAT COURANT AVANT IMPOT (I +II)</b>		<b>4 883</b>	<b>3 215</b>
Sur Operations en Capital..		5	4
Reprises sur provisions		10	7
<b>TOTAL PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>		<b>16</b>	<b>11</b>
Sur Operations de Gestion...		18	
Sur Operations en Capital..		10	242
Dotations amortiss et provisions		3	8
<b>TOTAL CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>		<b>31</b>	<b>250</b>
<b>= RESULTAT EXCEPT.</b>	<b>3.4.1</b>	<b>-16</b>	<b>-239</b>
Particip. des Salaries....(IX)		0	0
Impots sur les Benefices...(X)	3.4.2	-2 604	-3 252
<b>Total des produits</b>		<b>7 262</b>	<b>6 751</b>
<b>Total des charges</b>		<b>-209</b>	<b>523</b>
<b>BENEFICE OU PERTE</b>		<b>7 471</b>	<b>6 228</b>

(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs

(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs

(3) Dont produits concernant les entreprises liées

(4) Dont intérêts concernant les entreprises liées

5 039 5 203

91 162

Septembre 2013

## 3 Annexe

### 3.1 Faits majeurs de l'exercice

Au cours de l'exercice, la société Lacroix SA a renforcé sa gouvernance.

Elle a acquis des titres LACROIX SIGNALISATION auprès de la société SDS.

Sur cet exercice, s'est achevé le contrôle fiscal. Les avis de mise en recouvrement ont été réceptionnés et comptabilisés. Les provisions correspondantes ont donc été reprises.

### 3.2 Principes et méthodes comptables

Les règles et méthodes comptables françaises ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- Indépendance des exercices, et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

#### 3.2.1 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition et sont amorties suivant le mode linéaire :

- Concessions, brevets, licences, logiciels 1 à 10 ans linéaire

#### 3.2.2 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production. Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisation ne sont pas inclus dans le coût des productions de ces immobilisations.

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue :

- Matériel de transport 4 à 10 ans linéaire
- Matériel de bureau informatique 4 à 10 ans linéaire
- Mobilier 15 ans linéaire.

#### 3.2.3 Immobilisations financières

La valeur brute des titres de participation et autres titres immobilisés correspond au coût d'achat hors frais accessoires. Les créances rattachées à des participations sont évaluées à leur coût historique.

Une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur d'usage est inférieure à la valeur brute. Cette valeur d'usage est appréciée au cas par cas en tenant compte notamment de la situation générale, des perspectives d'activités et de résultats de chacune des sociétés concernées.

#### 3.2.4 Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

#### 3.2.5 Valeurs mobilières de placement

Leur valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire correspondant au cours de clôture est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constatée à la clôture.

Septembre 2013

Les stocks options sont comptabilisées dans les VMP.

### 3.2.6 Opérations en devises

Les charges et les produits en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur dans la monnaie de référence à la date de l'opération. Les dettes, créances, disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur au cours de fin d'exercice.

La différence résultant de l'actualisation des dettes et créances en devises à ce dernier cours est portée au bilan en « écarts de conversion ». Les pertes latentes de changes non compensées font l'objet d'une provision pour risques.

### 3.2.7 Provision pour risques et charges

Conformément au règlement 2000-06 du C.R.C., les provisions pour risques et charges sont constituées de manière à prendre en compte les obligations de la société à l'égard de tiers, dont il est probable ou certain qu'elles provoqueront une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente, et dont l'échéance ou le montant ne sont pas fixés de façon précise. Elles sont évaluées en tenant compte des informations disponibles et le cas échéant après consultations des experts et conseils de l'entreprise.

- Le montant comptabilisé au titre de la provision pour retraite a été évalué suivant la méthode actuarielle dite au prorata "des droits au terme" autrement dénommée "méthode rétrospective des unités de crédit projetées". Aucun impôt différé actif n'a été comptabilisé à ce titre."

### 3.2.8 Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel comprend les éléments de résultat qui ne se rattachent pas aux activités ordinaires de l'entreprise.

Il comprend également les éléments qui, bien que se rattachant aux activités ordinaires,

présentent un caractère exceptionnel dans leurs montants et leur survenance.

### 3.2.9 Impôt sur les bénéfices

La société LACROIX SA (société tête de Groupe) et ses filiales intégrées (toutes détenues à plus de 95% ont décidé d'opter pour le régime d'intégration fiscale des groupes prévu par les articles 223 A et suivants du CGI, en date du 27 septembre 1996, pour 5 ans à compter du 1er octobre 1996. Depuis le 1<sup>er</sup> octobre 2001, l'option pour l'intégration fiscale fait l'objet d'un renouvellement par tacite reconduction.

L'impôt pris en charge par les filiales est celui qu'elles auraient supporté en l'absence d'intégration fiscale, la mère comptabilisant en résultat les différentiels d'impôts provisoires ou définitifs provenant de l'application du régime.

Au 30/09/2013, le périmètre fiscal intègre les entités suivantes :

#### Liste des filiales

Kangourou EST  
 Kangourou OUEST  
 Kangourou IDF  
 Kangourou SUD OUEST  
 Kangourou Nord Pas de Calais  
 Kangourou Rhones Alpes  
 Kangourou Aquitaine  
 Lacroix Electronics  
 Lacroix Electronics Solutions  
 Lacroix Océan Indien  
 Lacroix Signalisation  
 Lacroix Sofrel  
 Lacroix III  
 Lacroix IV  
 lacroix City  
 Société des Signalisations

Septembre 2013

### 3.3 Notes sur le Bilan

Sauf cas contraire, les montants sont exprimés en K€.

#### 3.3.1 Variation de l'actif immobilisé, amortissements et provisions

VALEURS BRUTES	Ouverture	Augmentation	Diminution	Cloture
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>				
Autres postes d'immobilisations incorporelles	76	4		80
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>				
Constructions, Matériel de bureau, informatique, installations	1 291	24		1 314
<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES</b>				
Titres de participations (1)	66 169	1 383		67 553
Prêts et autres immobilisations financières	9 606	199	1 276	8 530
<b>TOTAL</b>	<b>77 142</b>	<b>1 611</b>	<b>1 276</b>	<b>77 477</b>

AMORTIS. & PROVISIONS	Ouverture	Augmentation	Diminution	Cloture
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>				
Autres postes d'immobilisations incorporelles	48	11		59
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>				
Constructions, Matériel de bureau, informatique, installations	67	84		150
<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES</b>				
Titres de participations (1)	6 805			6 805
Prêts et autres immobilisations financières	1 346		487	859
<b>TOTAL</b>	<b>8 265</b>	<b>95</b>	<b>487</b>	<b>7 873</b>

Les mouvements de prêts et autres immobilisations financières concernent des actions propres non affectées aux différents plans ainsi que le contrat de liquidité.

(1) Dépréciation des titres de l'électronique (Note 3.5.6).



Septembre 2013

## 3.3.2 Etat des Créances et des dettes

ETAT DES CREANCES & DES DETTES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an et 5 ans au plus	A plus de 5 ans
<b>Etat des créances</b>				
Créances rattachées à des participations				
Prêts	5 300	943	3 771	586
Autres immobilisations financières	3 230			3 230
Clients douteux ou litigieux				
Autres créances clients	362	362		
Créances représentatives de titres prêtés				
Personnel et comptes rattachés				
Sécurité sociale et autres organismes sociaux				
Etat et autres collectivités publiques	Impôts sur les bénéfices Taxe sur le valeur ajoutée Autres impôts, taxes et assimilés Divers	1 115 51	1 115 51	
Groupe et associés	14 250	14 250		
Debiteurs divers	24	24		
Charges constatées d'avance	38	38		
<b>TOTAUX</b>	<b>24 370</b>	<b>16 783</b>	<b>3 771</b>	<b>3 816</b>
<b>Etat des dettes</b>				
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires convertibles				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits	à 1 an maximum à l'origine à plus d'un an à l'origine	20 019	7 740	11 489
Emprunts et dettes financières divers				789
Fournisseurs et comptes rattachés	228	228		
Personnel et comptes rattachés	139	139		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	122	122		
Etat et autres collectivités publiques	Impôts sur les bénéfices Taxe sur le valeur ajoutée Obligations cautionnées Autres impôts, taxes et assimilés	54 80	54 80	
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés	15 084	15 084		
Autres dettes	70	70		
Dettes représentative de titres empruntés				
Produits constatés d'avance				
<b>TOTAUX</b>	<b>35 796</b>	<b>23 517</b>	<b>11 489</b>	<b>789</b>
Emprunts souscrits en cours d'exercice	8 000			
Emprunts remboursés en cours d'exercice	6 449			

Septembre 2013

### 3.3.3 Valeurs mobilières de placement

	Exercice 2013	Exercice 2012
Actions propres (1)	541	398
Placement (2)	16 552	5 561
<b>TOTAL</b>	<b>17 094</b>	<b>5 959</b>
<b>PROVISIONS</b>	<b>173</b>	<b>186</b>
<b>VALEURS NETTES</b>	<b>16 921</b>	<b>5 773</b>

(1) A la clôture de l'exercice, la société détient 27 113 titres pour un montant de 541 K€. Les actions propres détenues couvrent la totalité des engagements liés aux stocks options.

(2) Les autres placements constitués de SICAV, de certificats de dépôt et d'autres produits de placement s'élevaient à 16 552 K€ au 30/09/13.

### 3.3.4 Capital

Le capital social est constitué de 3 766 560 actions pour un montant de 25 000 000 Euros, un droit de vote double est attribué à toutes les actions nominatives détenues depuis plus de trois ans par le même actionnaire.

#### 3.3.4.1 Variation des capitaux propres

	Montant Début exercice	Affectation Résultat N-1	Variation	Montant Fin exercice
Capital	25 000			25 000
Primes	3 455			3 455
Réserve légale	1 832	311		2 144
Autres Réserves	24 000	4 000		28 000
Report à Nouveau	467	132		599
Résultat	6 228	-6 228	7 471	7 471
Provisions règlementées	31		-7	24
<b>TOTAL</b>	<b>61 013</b>	<b>-1 784</b>	<b>7 464</b>	<b>66 692</b>

Distribution de dividendes pour 1 784 K€.

Septembre 2013

**3.3.4.2 Variation des actions propres**

Le nombre d'actions propres a évolué de la manière suivante :

	<b>Exercice 2013</b>
<b>Ouverture</b>	<b>200 069</b>
Acquisitions	15 349
Cessions	(15 345)
<b>Clôture (1)</b>	<b>200 073</b>

(1) La valeur des actions propres au 30 septembre 2013, déterminée sur la base de la moyenne des cours de bourse du mois de septembre 2013, et inscrite dans les comptes sociaux de Lacroix SA, s'élève à K€ 2 718.

**3.3.5 Etat des Provisions**

	Ouverture	Augmentation	Diminution	Cloture
<b>Provisions risques &amp; charges</b>				
- Risques levée stock options	0			0
- Indemnités départ retraite	5	0	2	3
- Autres risques (1)	129	0	129	0
<b>TOTAL</b>	<b>134</b>	<b>0</b>	<b>131</b>	<b>3</b>

La société provisionne les indemnités de départ à la retraite, sur la base des dispositions conventionnelles.

- Il s'agit d'un régime à prestations définies. L'évaluation de la provision est réalisée par un actuair indépendant selon la méthode des unités de crédit projetées, sur la base d'un taux d'actualisation de 3,30%.

(1) La société a fait l'objet d'un contrôle fiscal sur les exercices clos au 30/09/2009, 30/09/2010 et 30/09/2011. Les avis de mise en recouvrement ont été réceptionnés et comptabilisés sur l'exercice. En conséquence, les provisions ont été reprises.

**3.3.6 Stocks options**

Des options d'achat d'actions ont été attribuées aux dirigeants et à certains salariés. Le prix d'exercice des options octroyées est égal à la moyenne des 20 derniers cours de bourse précédents la date d'octroi. Les options sont subordonnées à l'accomplissement de 4 années de services.

Septembre 2013

Le nombre d'options et leur prix d'exercice moyen pondéré sont détaillés ci-dessous :

	Exercice 2013	Exercice 2012
<b>Ouverture</b>	<b>92 328</b>	<b>89 328</b>
Octroyés		12 000
Levées		
Non activable (suite départ)	(8 000)	(9 000)
<b>Clôture</b>	<b>84 328</b>	<b>92 328</b>

Les dates d'expiration et les prix d'exercice des options sur actions à la clôture de l'exercice sont détaillés ci-après :

Date des plans		Conditions	
Attribution	Début option	Prix d'exercice	Nombre d'actions
nov.-2005	nov.-2009	21,12	18 078
sept.-2006	sept.-2010	21,09	23 250
déc.-2006	déc.-2010	20,70	12 000
févr.-2008	févr.-2012	22,73	3 000
oct.-2008	oct.-2012	17,01	21 000
oct.-2011	oct.-2015	14,33	7 000
			<b>84 328</b>

### 3.3.7 Comptes de régularisation

Produits à recevoir

	Exercice 2013	Exercice 2012
Clients, factures à établir	16	78
Intérêts courus	58	51
Divers produits à recevoir	13	
<b>Total</b>	<b>88</b>	<b>130</b>

Septembre 2013

## Charges constatées d'avance

	Exercice 2013	Exercice 2012
Charges exploitation	38	40
Charges financières		
<b>Total</b>	<b>38</b>	<b>40</b>

## Charges à payer

	Exercice 2013	Exercice 2012
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	39	43
Fournisseurs	62	86
Dettes fiscales et sociales	285	244
Autres dettes	70	49
<b>Total</b>	<b>457</b>	<b>422</b>

## 3.3.8 Postes du bilan concernant les entreprises liées

	Exercice 2013
Immobilisations financières (1)	66 048
Créances	14 612
Dettes	15 226

(1) montant net pour lequel il existe une provision de 6 805 K€ (note 3.3.1)

Septembre 2013

### 3.4 Notes sur le Résultat

Sauf cas contraire, les montants sont exprimés en K€.

#### 3.4.1 Détail des charges et produits exceptionnels

	Exercice 2013
Pénalités	18
Cessions immobilisations financières	
Cessions valeurs mobilières de placement	
Mali sur rachat d'action	10
Dotation amortissements dérogatoires	3
Provision valeur mobilières placements	
<b>Total Charges</b>	<b>31</b>
Cessions immobilisations financières	
Cessions valeurs mobilières de placement	
Boni sur rachat d'action	5
Reprise provision risques et charges	
Reprise amortissements dérogatoires	10
<b>Total Produits</b>	<b>16</b>
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL</b>	<b>-16</b>

#### 3.4.2 Ventilation de l'impôt

	Résultat avant impôt	Impôt	Après Impôt
RESULTAT COURANT	4 883		4 883
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-16		-16
PARTICIPATION			0
INTEGRATION FISCALE : charge d'impôt		2 604	2 604
<b>RESULTAT NET</b>	<b>4 867</b>	<b>2 604</b>	<b>7 471</b>

#### 3.4.3 Sociétés intégrées fiscalement

La société est tête de groupe d'un périmètre fiscal. La liste des entités membres de ce périmètre est présentée en note 3.2.9.

Septembre 2013

La différence entre l'impôt comptabilisé et l'impôt théorique calculé en l'absence d'intégration fiscale est une économie de 2 604 K€.

### 3.4.4 Charges et produits concernant les entreprises liées

	Exercice 2013
Charges d'exploitation	436
Charges financières	91
Produits d'exploitation	1 374
Produits financiers	5 039
Charges exceptionnelles	0
Produits exceptionnels	0

### 3.4.5 Accroissements et allègements de la dette future d'impôt

	Ouverture		Variations		Cloture	
	Actif	Passif	Actif	Passif	Actif	Passif
<b>NATURE</b>						
<b>I. Décalages certains ou éventuels</b>						
<i>Charges non Déductibles temporairement</i>						
Provision pour impôts						
Indemnités départ retraite	5		-2		3	
Autres						
<b>II. Impact des éléments à imputer</b> (antérieur à l'intégration fiscale)						
Amortissements réputés différés						
Déficits reportables						
Moins value à Long Terme						
<b>III. Régime de l'intégration fiscale</b>						
Amortissements réputés différés						
Déficits reportables						
Moins values nettes à Long Terme						
<b>IV. Eléments de Taxation Eventuelle</b>						
Plus value en sursis d'imposition (titres)		0				
Montant de la Réserve Spéciale des						
Plus- Values à Long Terme (base d'impôt)						

L'impact des plus values à long terme à la clôture est évalué au taux de 0 % ,

Septembre 2013

### 3.5 Renseignements divers

#### 3.5.1 Effectifs

L'effectif moyen hors mandataire pour l'exercice s'est élevé à 3 personnes ayant le statut cadre.

#### 3.5.2 DIF

Les droits acquis au titre du plan individuel à la formation sont :

	Exercice 2013
Droits acquis à l'ouverture	225
Droits acquis sur la période	25
Droits consommés	0
Autres variations	-105
<b>Droits acquis à la clôture</b>	<b>145</b>

#### 3.5.3 Identification de la société consolidante

VINILA INVESTISSEMENTS  
SAS au capital de 65 000 Euros  
n° SIRET : 354 034 993 00023

#### 3.5.4 Engagements financiers

	Exercice 2013
Avals et cautions donnés aux filiales	306
Dettes garanties par des suretés réelles	
Effets escomptés non échus	
Engagement de rachat d'actions	980

#### 3.5.5 Rémunération des Dirigeants

Les rémunérations versées, au titre de l'exercice, aux membres des organes d'administration, de direction et de surveillance, à raison de leurs fonctions dans la société s'élèvent à 364 K€.



Septembre 2013

### 3.5.6 Filiales et participations

	Capital social	Autres capitaux propres	Quote-part du capital détenue	Valeur comptable des titres détenus		Prêts et avances consentis non remboursés	Montant des cautions & avals donnés	Chiffre d'affaires HT du dernier exercice	Résultat du dernier exercice	Dividendes Encaissés au cours de l'exercice	Observations
				Brute	nette						
<b>1. Filiales détenues à plus de 50%</b>											
LACROIX SIGNALISATION	14 250	30 374	99.86%	14 989	14 989			82 069	-330		
LACROIX SOFREL	5 500	7 388	97.32%	13 127	13 127			29 101	4 448	4 770	
LACROIX ELECTRONICS	25 000	4 967	100.000%	39 427	32 622	19 550		67 142	1 650		
LACROIX IV	5	4	100.00%	10	10				0		
<b>2. Participations détenues entre 10 et 50 %</b>											
<b>3. Participation inférieure à 10 %</b>											
LACROIX TRAFFIC BELGIUM			0.16%	0	0						
<b>TOTAL</b>				<b>67 552</b>	<b>60 747</b>	<b>19 550</b>				<b>4 770</b>	

### 3.5.7 Évènements postérieurs à la clôture

Aucun évènement n'est intervenu durant la période.

**ELEMENTS COMPTABLES ET FINANCIERS**  
**COMPTES CONSOLIDES**

**LACROIX SA**

Septembre 2013

## 1 Bilan consolidé

En K€	Actif	Note n°	Exercice 2013 12 mois	Exercice 2012 12 mois
<b>Actifs non courants</b>				
	Goodwill	8.1	9 179	9 179
	Immobilisations Incorporelles	8.2	1 568	1 858
	Immobilisations Corporelles	8.3	44 162	43 641
	Actifs financiers non courants	8.4	608	554
	Participations dans les entreprises associées	8.5	6	6
	Actifs d'Impôt différé	8.19	2 497	2 447
<b>Total des actifs non courants</b>			<b>58 021</b>	<b>57 686</b>
<b>Actifs courants</b>				
	Stocks et en-cours	8.7	48 758	47 612
	Créances clients	8.8	96 284	95 003
	Autres créances	8.9	12 006	9 587
	Trésorerie et équivalents	8.10	20 498	10 466
<b>Total des actifs courants</b>			<b>177 546</b>	<b>162 668</b>
<b>Actifs des activités destinées à être cédées</b>				
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>			<b>235 567</b>	<b>220 354</b>

En K€	Passif	Note n°	Exercice 2013 12 mois	Exercice 2012 12 mois
<b>Capitaux propres</b>				
	Capital	8.11	25 000	25 000
	Primes		3 455	3 455
	Réserves consolidées		61 573	58 290
	Résultat consolidé		4 807	5 852
	<b>Capitaux propres (part du groupe) :</b>	4	<b>94 835</b>	<b>92 597</b>
	<b>Intérêts minoritaires :</b>	4	<b>565</b>	<b>496</b>
<b>Total des Capitaux propres</b>			<b>95 400</b>	<b>93 093</b>
<b>Passifs non courants</b>				
	Autres fonds propres		(1)	0
	Provisions non courantes	8.12	14 655	13 391
	Dettes financières à long terme	8.13	17 272	17 012
	Passifs d'Impôt différé	8.19	2 798	2 895
<b>Total des Passifs non courants</b>			<b>34 723</b>	<b>33 298</b>
<b>Passifs courants</b>				
	Dettes financières à court terme	8.13	31 569	26 973
	Dettes fournisseurs	8.14	42 246	36 380
	Autres dettes	8.14	31 628	30 610
<b>Total des Passifs courants</b>			<b>105 443</b>	<b>93 963</b>
<b>Passifs des activités destinées à être cédées</b>				
<b>TOTAL DU PASSIF</b>			<b>235 567</b>	<b>220 354</b>

Septembre 2013

## 2 Etat du Résultat Global

### 2.1 Compte de Résultat Consolidé

En K€	P&L	Note n°	Exercice 2013 12 mois	Exercice 2012 12 mois
<b>Chiffre d'affaires</b>		9.2	<b>328 796</b>	<b>324 919</b>
Autres produits de l'activité			531	300
Achats consommés			(161 428)	(149 566)
Charges de personnel		8.15	(92 004)	(94 142)
Sous-traitance et Charges externes			(55 238)	(55 044)
Impôts et taxes			(5 402)	(6 013)
Dotations aux amortissements et provisions		8.16	(6 177)	(8 025)
Variations de stocks et de produits en cours			2 310	(893)
Autres produits et charges courants			(148)	(118)
<b>Résultat opérationnel courant</b>		9.2	<b>11 241</b>	<b>11 416</b>
Autres produits et charges opérationnels		8.17	(2 301)	(1 593)
<b>Résultat opérationnel</b>			<b>8 940</b>	<b>9 823</b>
Charges et produits financiers		8.18	(1 450)	(1 217)
Charges d'impôts		8.19	(2 503)	(2 592)
Mise en équivalence		8.5		
<b>Résultat net</b>			<b>4 987</b>	<b>6 015</b>
Résultat net - Part des minoritaires		4	180	164
<b>Résultat net - Part du groupe</b>			<b>4 807</b>	<b>5 852</b>
<b>Résultats par action</b>				
Résultat de base par action (en €)			1,34	1,64
Résultat dilué par action (en €)			1,31	1,60

### 2.2 Etat du Résultat net et des gains et pertes comptabilisés directement dans les capitaux propres

En K€	Note n°	Exercice 2013 12 mois	Exercice 2012 12 mois
<b>Résultat net</b>		<b>4 987</b>	<b>6 015</b>
Ecart de conversion		(432)	1 112
Réévaluation des instruments dérivés de couverture		269	(261)
Ecart actuariels sur les régimes de prestations définies		(124)	(1 195)
<b>Total des gains et des pertes comptabilisés directement dans les capitaux propres (1)</b>		<b>(287)</b>	<b>(344)</b>
<b>Résultat net et Gains et pertes comptabilisés directement dans les capitaux propres</b>	4	<b>4 700</b>	<b>5 671</b>
Dont part du Groupe		4 520	5 508
Dont part des Intérêts minoritaires		180	164

(1) Montant Net d'impôt

Septembre 2013

### 3 Tableau des flux de trésorerie

En K€	Note n°	Exercice 2013 12 mois	Exercice 2012 12 mois
<b>FLUX DE TRESORERIE LIES A L'ACTIVITE</b>			
<b>Résultat de l'ensemble consolidé</b>		<b>4 987</b>	<b>6 015</b>
Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité :			
- Amortissements et provisions		7 657	4 719
- Variation des impôts différés		(128)	(190)
- Plus-values de cession, nettes d'impôt		79	814
- Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence			
- Charges et produits calculés liés aux stock-options		14	57
<b>Marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées</b>		<b>12 609</b>	<b>11 415</b>
Ecart de conversion sur la Marge brute d'autofinancement			
<b>Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence</b>			
<b>Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité</b>		<b>921</b>	<b>(5 233)</b>
<b>Flux net de trésorerie généré par l'activité</b>		<b>13 529</b>	<b>6 183</b>
<b>FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT</b>			
Acquisitions d'immobilisations		(7 147)	(7 147)
Cessions d'immobilisations, nettes d'impôt		361	1 399
Subventions d'investissement		(0)	(0)
Incidence des variations de périmètre			(21)
<b>Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement</b>		<b>(6 786)</b>	<b>(5 769)</b>
<b>FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT</b>			
Dividendes versés aux actionnaires		(2 266)	(1 918)
Augmentations de capital en numéraire			101
Variation des autres fonds propres		(79)	496
Emissions d'emprunts		11 903	5 746
Remboursements d'emprunts		(10 669)	(6 171)
<b>Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement</b>		<b>(1 111)</b>	<b>(1 746)</b>
<b>Variation de trésorerie</b>		<b>5 633</b>	<b>(1 332)</b>
Trésorerie d'ouverture		(3 561)	(2 122)
Trésorerie de clôture	8.10	2 247	(3 561)
Incidence des variations de cours des devises		(176)	107

Septembre 2013

## 4 Variation des Capitaux propres

En K€	Situation à la clôture	Capital	Primes	Réserves consolidées (1)	Résultat de l'exercice	Autres		Total Capitaux propres - part du groupe	Intérêts minoritaires	TOTAL capitaux propres
						Ecarts de conversion (2)	Titres de l'entreprise consolidante			
<b>Exercice 30/09/2011</b>		<b>25 000</b>	<b>3 455</b>	<b>57 133</b>	<b>8 417</b>	<b>(1 324)</b>	<b>(3 961)</b>	<b>88 720</b>	<b>259</b>	<b>88 979</b>
Affectation du résultat 2011				8 417	(8 417)					
Distributions de Dividendes				(1 918)				(1 918)		(1 918)
Variation des actions propres				(239)			219	(20)		(20)
Changements de méthodes										
Stocks option (3)				58				58		58
Résultat de l'exercice 2012					5 852			5 852	164	6 015
Gains et pertes comptabilisées directement dans les capitaux propres				(1 456)		1 112		(344)		(344)
<b>Résultat net et Gains et pertes comptabilisées directement dans les capitaux propres</b>				<b>(1 456)</b>	<b>5 852</b>	<b>1 112</b>		<b>5 508</b>	<b>164</b>	<b>5 671</b>
Autres mouvements				249				249	74	323
<b>Exercice 30/09/2012</b>		<b>25 000</b>	<b>3 455</b>	<b>62 245</b>	<b>5 852</b>	<b>(212)</b>	<b>(3 742)</b>	<b>92 597</b>	<b>496</b>	<b>93 093</b>
Affectation du résultat 2012				5 852	(5 852)					
Distributions de Dividendes				(1 916)				(1 916)	(350)	(2 266)
Variation des actions propres				(5)			1	(4)		(4)
Changements de méthodes										
Stocks option (3)				14				14		14
Résultat de l'exercice 2012					4 807			4 807	180	4 987
Gains et pertes comptabilisées directement dans les capitaux propres				145		(432)		(287)		(287)
<b>Résultat net et Gains et pertes comptabilisées directement dans les capitaux propres</b>				<b>145</b>	<b>4 807</b>	<b>(432)</b>		<b>4 520</b>	<b>180</b>	<b>4 700</b>
Autres mouvements				(376)				(376)	240	(136)
<b>Exercice 30/09/2013</b>		<b>25 000</b>	<b>3 455</b>	<b>65 959</b>	<b>4 807</b>	<b>(644)</b>	<b>(3 742)</b>	<b>94 835</b>	<b>565</b>	<b>95 400</b>

(1) Dont Réserves légales, réglementées, autres réserves et report à nouveau pour K€ 26 300

(2) L'écart de conversion est lié à la Pologne.

(3) Correspond à l'étalement de la charge sur plan de SO

Septembre 2013

## 5 Liste des sociétés consolidées

Les sociétés incluses dans le périmètre de consolidation sont présentées ci-dessous :

Société et forme juridique	N° Siren	Siège social	Périmètre Fiscal	Exercice 2013		
				Méthode consolidation	% contrôle	% intérêt
<b>SOCIETE CONSOLIDANTE</b>						
LACROIX S.A.	855 802 815	St Herblain	1	MERE	100,00%	100,00%
<b>SOCIETES INTEGREES</b>						
<b>BRANCHE SIGNALISATION</b>						
LACROIX SIGNALISATION	409 065 984	Saint Herblain	1	IG	100,00%	99,86%
KANGOUROU EST	344 679 022	Strasbourg	1	IG	100,00%	99,86%
KANGOUROU IDF	340 835 479	Herblay	1	IG	100,00%	99,86%
KANGOUROU NORMANDIE	492 337 555	Rouen		IG	100,00%	99,86%
KANGOUROU OUEST	478 588 700	Saint Herblain	1	IG	100,00%	99,86%
KANGOUROU PACA	439 903 576	Marseille		IG	100,00%	99,86%
KANGOUROU RHONE ALPES	492 139 472	Genas	1	IG	100,00%	99,86%
KANGOUROU SUD OUEST	478 583 875	Saint Orens	1	IG	100,00%	99,86%
LACROIX OCEAN INDIEN	343 852 836	Le Port	1	IG	100,00%	99,86%
LACROIX MAYOTTE	497 884 031	Mamoudzou		IG	100,00%	99,86%
LACROIX PACIFIC	1 011 600	Nouméa		IG	100,00%	50,95%
KANGOUROU NORD PAS DE CALAIS	492 337 571	Walbrechies	1	IG	100,00%	99,86%
KANGOUROU AQUITAINE	498 992 163	Artigues	1	IG	100,00%	99,86%
LACROIX TRAFIC	443 342 746	Saint Herblain		IG	100,00%	99,86%
LACROIX CITY	512 538 265	Saint Herblain	1	IG	100,00%	99,86%
SOCIETE DES SIGNALISATIONS	301 331 435	Artigues	1	IG	100,00%	99,86%
NORTE INDUSTRIAL	A48 042 303	ESPAGNE		IG	100,00%	99,86%
LACROIX SENALIZACION	A12 329 827	ESPAGNE		IG	100,00%	99,86%
ISVIAL	B95 616 934	ESPAGNE		ME	33,33%	33,29%
LACROIX TRAFIC BELGIUM	0841.072.548	BELGIQUE		IG	100,00%	99,86%
LACROIX TRAFIC CAMEROUN	DLA2012B3234	CAMEROUN		IG	100,00%	99,86%
LACROIX 3	512 996 851	Saint Herblain	1	IG	100,00%	99,86%
LACROIX 4	514 345 602	Saint Herblain	1	IG	100,00%	100,00%
LTI SUD EST	383 076 684	Carros		IG	100,00%	0,00%
<b>BRANCHE TELEGESTION</b>						
LACROIX SOFREL	409 065 810	Vern sur Seiche	1	IG	100,00%	100,00%
LACROIX SOFTEC	405 249	ITALIE		IG	100,00%	100,00%
SOFREL ESPANA	ESA81573113	ESPAGNE		IG	100,00%	100,00%
<b>BRANCHE ELECTRONIQUE</b>						
LACROIX ELECTRONICS	409 064 151	Vern sur Seiche	1	IG	100,00%	100,00%
LACROIX ELECTRONICS	RHB11614	POLOGNE		IG	100,00%	100,00%
LACROIX ELECTRONICS	B2451652004	TUNISIE		IG	100,00%	100,00%
LACROIX ELECTRONICS SERVICE TUNISIE		TUNISIE		IG	100,00%	100,00%
LACROIX ELECTRONICS GmbH		ALLEMAGNE		IG	100,00%	100,00%
LACROIX ELECTRONICS SOLUTIONS	378 445 647	Vern sur Seiche	1	IG	100,00%	100,00%

### Méthodes de Consolidation

IG : Intégration globale - ME : Mise en Equivalence

(1) Sociétés clôturant au 31 décembre

(2) Entités Ad' hoc

Septembre 2013

## **6 Référentiel comptable, modalités de consolidation, méthodes et règles d'évaluation**

### **6.1 Informations générales sur l'entreprise**

Cotée sur Eurolist, Compartiment C, LACROIX SA est une société anonyme de droit français.

Les activités et l'organisation du groupe sont présentées dans le rapport de gestion.

#### **6.1.1 Référentiel comptable**

#### **6.1.2 Principes généraux**

Les comptes annuels sont présentés pour la période close au 30 septembre 2013 en appliquant la totalité des normes IFRS publiées par l'IASB (International Accounting Standards Board) et adoptées par l'Union Européenne. Ces méthodes sont identiques à celles adoptées dans les comptes consolidés au 30 septembre 2012.

Le groupe n'a pas opté pour une application anticipée des normes et interprétations dont l'application n'est pas obligatoire au 1<sup>er</sup> octobre 2012.

Textes adoptés par l'Union européenne (application obligatoire aux périodes ouvertes au 1er janvier 2013) : révision de la norme IAS 19 – Avantages du personnel (suppression de la méthode dite du Corridor), norme IFRS 13 – Evaluations à la juste valeur, l'amendement à IAS 1 – Présentation des autres éléments du résultat global.

Textes adoptés par l'Union européenne (application obligatoire aux périodes ouvertures au 1er janvier 2014) : IFRS 10 – Etats financiers consolidés, IFRS 11 – Partenariats, IFRS 12 – Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités, IAS 27 révisée – Etats financiers individuels, IAS 28 révisée – Participations dans les entreprises associées et

coentreprises, Amendement à IAS 32 – Compensation des actifs et passifs financiers.

L'entrée en vigueur de la norme IFRS 11, qui prévoit notamment la suppression de la méthode de l'intégration proportionnelle sera sans incidence sur le groupe, cette méthode n'étant plus usitée dans les comptes consolidés. Par ailleurs, l'entrée en vigueur d'IAS 19 n'aura aucun impact sur la présentation des comptes du Groupe Lacroix, la méthode « du corridor » n'ayant pas été retenue dans l'évaluation des services passés.

#### **6.1.3 Présentation des états financiers**

Sont considérés comme « actifs courants », les actifs destinés à être cédés ou consommés dans le cadre du cycle normal d'exploitation, ou dans les douze mois suivant la clôture, ainsi que la trésorerie et les équivalents de trésorerie.

Les « dettes courantes » sont constituées des dettes échues au cours du cycle normal d'exploitation ou dans les douze mois suivant la clôture de l'exercice.

Les autres actifs ou dettes sont considérés comme « non courants ».

### **6.2 Utilisation des estimations**

La préparation des états financiers consolidés nécessite de la part de la direction du groupe, l'exercice du jugement, d'effectuer des estimations et de faire des hypothèses qui ont un impact sur l'application des méthodes comptables et sur les montants comptabilisés dans les états financiers.

Ces estimations et hypothèses sous-jacentes sont établies et revues de manière constante à partir de l'expérience passée et d'autres facteurs considérés comme raisonnables au vu des circonstances. Les valeurs réelles peuvent être différentes des valeurs estimées.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réexaminées de manière continue. L'impact des changements d'estimation comptable est comptabilisé au cours de la période du



Septembre 2013

changement s'il n'affecte que cette période ou au cours de la période du changement et des périodes ultérieures si celles-ci sont également affectées par ce changement.

## 6.3 Modalités de consolidation

### 6.3.1 Méthodes de consolidation

Filiales du groupe :

- Une filiale est une entité contrôlée par le groupe. Le contrôle existe lorsque le groupe a le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles de l'entité afin d'obtenir des avantages de ses activités. Les états financiers des filiales sont inclus dans les états financiers consolidés à partir de la date à laquelle le contrôle est obtenu jusqu'à la date à laquelle le contrôle cesse.

Entreprises associées et co-entreprises:

- Les entreprises associées sont les entités pour lesquelles la société a une influence notable sur les politiques financières et opérationnelles sans en avoir le contrôle. Les entreprises associées et les coentreprises sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. Les états financiers consolidés incluent la quote-part du groupe dans le montant total des profits et pertes comptabilisés par les entreprises mises en équivalence et co-entreprises.

Méthodes appliquées au groupe :

- Au 30 septembre 2013, les sociétés du groupe sont contrôlées de façon exclusive par LACROIX SA, à l'exception de l'entité ISVIAL consolidée selon la méthode de mise en équivalence.
- Les filiales sont consolidées à partir de la date à laquelle le contrôle effectif est transféré au Groupe. Elles ne sont plus consolidées à compter de la date à laquelle ce contrôle cesse.

Le périmètre de consolidation et la liste des filiales sont présentés en note 5.

### 6.3.2 Méthodes de conversion des comptes des sociétés étrangères

Les états financiers des filiales étrangères sont convertis :

- Pour le bilan au cours de la devise étrangère à la clôture
- Pour le compte de résultat au cours moyen de clôture.
- Les différences de conversion sont portées directement dans les capitaux propres sous la rubrique « Ecart de conversion »

Le tableau ci-dessous présente l'évolution des parités appliquées :

1 ML = x EUR	Ouverture	Moyen	Clôture	Moyen N-1
Zloty (PLN)	0,24368	0,23928	0,23647	0,23464
Franc CFP (XPF)	0,00838	0,00838	0,00838	0,00838
Franc CFA (XAF)	0,00152	0,00152	0,00152	0,00152

Les opérations en monnaie étrangère sont comptabilisées au taux de change de la date d'opération. Les gains ou les pertes résultant du règlement de ces transactions et de la conversion des créances et dettes en monnaie étrangère, sont enregistrés au compte de résultat.

### 6.3.3 Élimination des opérations intragroupe

Conformément à la réglementation, les soldes bilantiels, les produits et les charges latents résultant des transactions intragroupes sont éliminés lors de la préparation des états financiers consolidés. Les gains et les pertes latentes découlant des transactions avec les entreprises associées sont éliminés par la contrepartie des titres mis en équivalence.

### 6.3.4 Regroupements d'entreprises

Les écarts d'acquisition font l'objet d'un test de dépréciation effectué au moins une fois par an et plus souvent lorsque des événements ou des

Septembre 2013

circonstances font apparaître des indices de perte de valeur.

Des tests de dépréciation sont réalisés au niveau des Unités Génératrices de Trésorerie (U.G.T). Ils consistent à comparer la valeur comptable de l'U.G.T. à sa valeur recouvrable.

- La valeur recouvrable est définie comme la valeur la plus élevée entre le prix de vente net de l'actif et sa valeur d'utilité.

Le Groupe a mis en place une méthodologie de test fondée sur la méthode DCF (Discounted Cash Flows) à partir de Business Plans établis pour chaque branche d'activité (cette dernière correspondant à la notion d'U.G.T.)

La note 8.1 présente les hypothèses retenues

## 6.4 Méthodes et règles d'évaluation

Les principes et méthodes appliqués par le groupe sont les suivants :

### 6.4.1 Immobilisations incorporelles

Les actifs incorporels sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué de cumul des amortissements, et des éventuelles pertes de valeur.

#### 6.4.1.1 Frais de recherche et développement

Les dépenses de recherche sont comptabilisées en charges.

Concernant les frais de développement, le Groupe a élaboré une procédure de suivi des frais permettant de recenser toutes les informations utiles pour l'identification, la valorisation et le suivi des dépenses.

Lorsque les dépenses qualifiées de développement satisfont aux critères d'activation, elles sont activées. Dans le cas contraire, elles sont comptabilisées en charges.

#### 6.4.1.2 Amortissement et dépréciation

Les actifs incorporels immobilisés ont une durée de vie déterminée. L'amortissement est comptabilisé comme une charge, de manière linéaire, en fonction de la durée d'utilité estimée de l'actif incorporel.

	Durée
Concessions, brevets, licences	3 à 10 ans
Logiciels	3 à 10 ans

Ils font l'objet de test de perte de valeur lorsqu'il existe un indice de perte de valeur.

- Les actifs incorporels à durée de vie indéfinie font l'objet de tests de dépréciation annuels. Les tests de dépréciation sont faits sur la base des cash-flows futurs actualisés.

### 6.4.2 Immobilisations corporelles

#### 6.4.2.1 Actifs corporels non courants

Les immobilisations corporelles sont valorisées à leur coût d'acquisition diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeurs éventuelles ou à leur coût de production pour la partie produite par le groupe.

Lorsqu'une immobilisation corporelle a des composants significatifs ayant des durées d'utilité différentes, ces composants sont comptabilisés séparément.

#### 6.4.2.2 Amortissement et dépréciation

L'amortissement est comptabilisé comme charge de manière linéaire en fonction de la durée d'utilité estimée de l'actif corporel.

Septembre 2013

Les durées d'amortissement retenues sont les suivantes :

	Durée
Aménagements sur terrains	5 ans
Constructions d'exploitation	20 à 40 ans
Installations et agencements des constructions	10 à 12 ans
Matériel et outillage	8 à 15 ans
Installations et agencements du matériel	8 à 15 ans
Matériel de transport	3 à 8 ans
Matériel et mobilier de bureau	3 à 15 ans

Les valeurs comptables des actifs corporels font l'objet d'un test de « perte de valeur » lorsque des événements ou des changements de circonstances indiquent que la valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. Ainsi, lorsque la valeur comptable d'une immobilisation est supérieure à son montant recouvrable estimé, une dépréciation de l'actif est comptabilisée.

#### 6.4.3 Contrats de location financement

Les contrats de location sont classés en tant que contrats de location financement s'ils transfèrent au preneur la quasi-totalité des risques et avantages économiques inhérents à la propriété des actifs loués.

Ils sont comptabilisés, dès l'origine, au bilan à la juste valeur du bien loué, ou si celle-ci est inférieure, à la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location.

Les actifs faisant l'objet d'une location financement sont amortis sur la durée d'utilité, correspondant le plus souvent à la durée du contrat.

Les autres contrats sont des locations simples. Les loyers sont comptabilisés en charges sur une base linéaire jusqu'à l'échéance du contrat.

#### 6.4.4 Actifs financiers

Le Groupe classe ses actifs financiers selon les catégories suivantes : les actifs de transaction, les prêts et créances, les actifs disponibles à la vente.

- Les investissements financiers non consolidés sont analysés comme des titres disponibles à la vente et sont comptabilisés à leur juste valeur. Les variations de valeur, positives ou négatives, sont enregistrées en capitaux propres en « réserve de réévaluation ». En cas de perte de valeur jugée définitive, une provision pour dépréciation de ce montant est enregistrée en résultat financier.
- Les placements financiers (valeurs mobilières) sont comptabilisés à leur juste valeur et les variations de juste valeur sont comptabilisées en résultat financier.
- Les prêts et créances sont considérés comme des actifs émis par l'entreprise et sont comptabilisés au coût. Ils peuvent faire l'objet d'une provision pour dépréciation s'il existe une indication objective de perte de valeur. La perte de valeur correspondant à l'écart entre la valeur nette comptable et la valeur recouvrable est comptabilisée en résultat.

#### 6.4.5 Gestion des risques financiers

Couverture de change et de taux :

- Les opérations de couverture font l'objet d'une analyse par un expert indépendant de manière à assurer un traitement conforme aux normes IAS 32 et IAS 39 dès lors qu'elles présentent un caractère significatif.

#### 6.4.6 Stocks et travaux en-cours

Les stocks et encours de production sont évalués au plus faible de leur coût de revient et de leur valeur nette de réalisation. Le coût de revient est déterminé selon la méthode "premier entré, premier sorti". Ce coût inclut notamment les coûts de matière et de la main d'œuvre directe ainsi que les charges indirectes strictement imputables à la production.

Les marges internes incluses dans les stocks sont éliminées dans le résultat consolidé.

Les provisions pour dépréciation sont calculées par différence entre la valeur brute déterminée

Septembre 2013

selon les principes ci-dessus et la valeur nette probable de réalisation.

#### 6.4.7 Créances clients

Les clients et comptes rattachés sont évalués à leur juste valeur. Les créances étant d'une maturité inférieure à un an, elles ne sont pas actualisées. Elles font l'objet, le cas échéant, d'une provision pour dépréciation en fonction de leur probabilité de recouvrement à la clôture.

#### 6.4.8 Disponibilité et Trésorerie

Le poste « Disponibilités » comprend les disponibilités bancaires et les placements immédiatement disponibles.

Les découverts bancaires sont inclus dans les emprunts parmi les dettes à court terme au passif du bilan.

#### 6.4.9 Capital et réserves

Lorsque le Groupe rachète ou vend ses propres actions :

- Le prix payé incluant les frais afférents à leur acquisition nets de taxes est déduit des capitaux propres dans le poste « actions propres » jusqu'à leur cession.
- Au moment de leur cession, la plus ou moins value réalisée est comptabilisée dans les capitaux propres.

#### 6.4.10 Subventions publiques

Les subventions sont intégrées dans les comptes, lorsqu'il existe une assurance raisonnable que :

- Le groupe se conformera aux conditions attachées aux financements.
- Les subventions seront reçues.
- Pour les subventions publiques liées à des actifs, le Groupe a retenu de présenter le financement en minoration de la valeur de l'actif associé.

#### 6.4.11 Provisions pour risques et charges

Lorsque le Groupe a une obligation actuelle (juridique ou implicite) résultant d'un évènement passé et s'il est probable qu'une

sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation, et s'il est possible d'estimer de manière fiable le montant de l'obligation, alors le Groupe comptabilise une provision.

#### 6.4.12 Avantages du personnel

Indemnités de départ à la retraite :

- Le Groupe provisionne les indemnités de départ à la retraite, sur la base des dispositions conventionnelles. Il s'agit d'un régime à prestations définies. L'évaluation de la provision est réalisée par un actuaire indépendant selon la méthode des unités de crédit projetées. La note 8.12.1 présente les hypothèses retenues.
- Ces évaluations tiennent compte notamment du niveau de rémunération future, de la durée d'activité probable des salariés, de l'espérance de vie et de la rotation du personnel.
- La valeur actualisée des engagements ainsi évalués est comptabilisée au bilan, déduction faite de la juste valeur des actifs versés par les sociétés du Groupe à des organismes financiers.
- Les gains et pertes actuariels, qui résultent principalement des modifications d'hypothèses actuarielles et de la différence entre les résultats estimés selon les hypothèses actuarielles et les résultats effectifs, sont comptabilisés en intégralité en contrepartie des capitaux propres.
- Le coût financier et le coût des services rendus sont comptabilisés en charge de l'exercice.

Paiements fondés sur des actions :

- Les options de souscription ou d'achat d'actions accordées aux salariés doivent être évaluées à leur juste valeur, laquelle juste valeur doit être constatée dans le compte de résultat en contrepartie des réserves sur la période d'acquisition (4 ans) des droits d'exercice pour les salariés.
- La juste valeur des options a été déterminée en utilisant le modèle de valorisation Black & Scholes. La charge est répartie sur la période d'acquisition en contrepartie d'une augmentation des réserves.

Septembre 2013

### 6.4.13 Emprunts

Les emprunts sont initialement comptabilisés à leur juste valeur, nette des commissions afférentes.

La part à moins d'un an des dettes financières est classée en dettes financières courantes

### 6.4.14 Impôts courants et différés

Un impôt différé est calculé pour toutes les différences temporaires existantes entre la valeur comptable inscrite au bilan consolidé et la valeur fiscale des actifs et passifs. Le taux d'impôt utilisé est celui que le Groupe s'attend à payer ou à recouvrer auprès des administrations fiscales et qui a été adopté ou quasi adopté à la date d'arrêté des comptes.

Les actifs et passifs d'impôts ne sont pas actualisés et sont classés au bilan en actifs et passifs non courants.

Les impôts différés actifs sont constatés s'il existe une réelle probabilité de récupération de ces impôts sur les exercices futurs.

Les montants d'impositions différées actives et passives sont compensés pour une même entité fiscale. A ce titre, un périmètre d'intégration fiscale est en vigueur dans le groupe.

- Groupe LACROIX SA

Le périmètre fiscal est détaillé en note 5.

Taux d'impôt par pays :

	Exercice 2013
Allemagne	30 à 33%
Belgique	33,99%
Cameroun	38,50%
Espagne	30,00%
France	34,43%
Italie	31,30%
Pologne	19,00%
Tunisie (1)	

(1) Exonération temporaire jusqu'en 2015

### 6.4.15 Chiffre d'affaires

Les produits des activités ordinaires sont comptabilisés lorsque les risques et avantages inhérents à la propriété des biens sont transférés à l'acheteur, et que leur montant peut être évalué de manière fiable.

### 6.4.16 Résultats par action

Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat net attribuable aux actionnaires par le nombre moyen pondéré des actions en circulation au cours de l'exercice, à l'exclusion des actions achetées par la société et détenues à titre d'autocontrôle.

Le résultat dilué par action est calculé en divisant le résultat net attribuable aux actionnaires par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice ajusté de la conversion des instruments dilutifs en actions ordinaires.

- Le groupe dispose d'une catégorie d'instrument dilutif : les stocks options.

### 6.4.17 Information sectorielle

L'information sectorielle du Groupe est présentée selon la notion de secteur d'activité. Le choix de ce niveau et sa décomposition reflètent le mode d'organisation du Groupe et les différences de risques et de rentabilité.

- Le secteur d'activité constitue le seul niveau d'information sectorielle du Groupe. Il a été retenu les 3 principaux secteurs d'activités suivants :
  - Electronique
  - Télégestion
  - Signalisation

Septembre 2013

## **7 Comparabilité des comptes**

### **7.1 Changements comptables**

Aucun changement de méthode comptable sur la période.

### **7.2 Variations de périmètre**

#### **7.2.1 Entrées de périmètre**

- Aucune acquisition effectuée en 2012/2013.

Entité LACROIX TRAFIC CAMEROUN

- Création, courant septembre 2012, d'une société dans la branche Signalisation

#### **7.2.2 Cessions de titres de participation**

- Aucune cession effectuée sur 2012/2013.

#### **7.2.3 Changements de méthodes de consolidation**

Entité LACROIX PACIFIC

- En 2012, suite à une augmentation de capital, passage d'une participation de 49% à 51% dans l'entité, permettant au groupe de devenir majoritaire.

### **7.3 Acquisitions ou cessions de participations post-clôture**

En décembre 2013, acquisition de titres Lacroix Pacific permettant au groupe de détenir l'intégralité des titres

## 8 Explication des comptes du bilan et du compte de résultat et de leurs variations

Les tableaux ci-après font partie intégrante des comptes consolidés.

Sauf cas contraire, les montants sont exprimés en K€.

### 8.1 Goodwill

Entreprises concernées	Valeur brute				Dépréciation				Valeur nette	
	Ouverture	Variation	Variation périmètre	Clôture	Ouverture	Dotation	Variation périmètre	Clôture	Ouverture	Clôture
Branche SIGNALISATION	2 807			2 807					2 807	2 807
Branche TELEGESTION	1 487			1 487					1 487	1 487
Branche ELECTRONIQUE	10 876			10 876	(5 991)			(5 991)	4 885	4 885
<b>Total</b>	<b>15 170</b>			<b>15 170</b>	<b>(5 991)</b>			<b>(5 991)</b>	<b>9 179</b>	<b>9 179</b>

Le Groupe a procédé à la réalisation de test de dépréciation lors de la clôture, suite à l'actualisation des business plans. Sur la base des valorisations obtenues des UGT, aucune dépréciation n'a été pratiquée

#### 8.1.1 Dépréciation des goodwill

Les paramètres suivants ont été appliqués pour la réalisation, sur l'exercice, des tests de dépréciation :

- Taux d'actualisation de 7%.
- Cash-flows calculés sur des plans à 3 ans (excepté pour la branche électronique : 9 ans).
- Taux de croissance à l'infini de 2%

La sensibilité de la dépréciation du goodwill aux variations des hypothèses est présentée ci-dessous. Ces résultats sont vrais pour chacune des trois UGT :

	Variation	Impact GW
Variation du taux d'actualisation des FDT	0,25%	0
Variation du taux de croissance à l'infini	-0,25%	0

Septembre 2013

## 8.2 Immobilisations incorporelles

	Ouverture	Augment.	Diminut.	Variation périmètre	Ecart de conversion	Autres variations	Clôture
<b>Valeurs brutes</b>							
Frais d'établissement	4						4
Frais de recherche et développement	89						89
Concessions, brevets, licences, logiciels	4 311	295	(42)				4 564
Concess, brevets et logiciels en crédit-bail	2 926						2 926
Droit au bail	4						4
Autres immobilisations incorporelles	1 287	25	(5)		(9)		1 297
Avances et acomptes versés	(0)						(0)
<b>Total</b>	<b>8 621</b>	<b>320</b>	<b>(47)</b>		<b>(9)</b>		<b>8 885</b>
<b>Amortissements et provisions</b>							
Frais d'établissement	(4)						(4)
Frais de recherche et développement	(89)						(89)
Concessions, brevets, licences, logiciels	(3 268)	(316)	11				(3 573)
Concess, brevets et logiciels en crédit-bail	(2 251)	(193)					(2 444)
Droit au bail							
Autres immobilisations incorporelles	(1 151)	(64)			8		(1 207)
Avances et acomptes versés							
<b>Total</b>	<b>(6 763)</b>	<b>(573)</b>	<b>11</b>		<b>8</b>		<b>(7 316)</b>
<b>Total Immobilisations incorporelles nettes</b>	<b>1 858</b>	<b>(253)</b>	<b>(36)</b>		<b>(1)</b>		<b>1 568</b>

## 8.3 Immobilisations corporelles

	Ouverture	Augment.	Diminut.	Variation périmètre	Ecart de conversion	Autres variations	Clôture
<b>Valeurs brutes</b>							
Terrains	3 084	113			(4)		3 193
Terrains en crédit-bail	483						483
Constructions	27 811	1 086	(142)		(141)	504	29 118
Constructions en crédit-bail	6 222				(14)		6 208
Installations techniques, mat. & out.	39 906	2 943	(877)		(150)	108	41 931
Instal, mat. & out. en crédit-bail	6 990	1 131	(620)		(51)		7 450
Autres immobilisations corporelles	16 219	1 287	(510)		(18)	51	17 029
Autres immo. corp. en crédit-bail							
Immobilisations corporelles en cours	853	559			(11)	(658)	742
Avances et acomptes	427	3	(414)		(8)	(6)	3
<b>Total</b>	<b>101 994</b>	<b>7 122</b>	<b>(2 562)</b>		<b>(397)</b>	<b>(1)</b>	<b>106 156</b>
<b>Amortissements</b>							
Terrains	(177)	(24)					(200)
Terrains en crédit-bail							
Constructions	(11 603)	(1 096)	164		43		(12 491)
Constructions en crédit-bail	(4 280)	(325)			23		(4 582)
Installations techniques, mat. & out.	(25 212)	(2 640)	599		70	2	(27 181)
Instal, mat. & out. en crédit-bail	(6 232)	(200)	539		30		(5 862)
Autres immobilisations corporelles	(10 850)	(1 286)	449		9		(11 678)
Autres immo. corp. en crédit-bail							
Immobilisations corporelles en cours							
Avances et acomptes							
<b>Total</b>	<b>(58 353)</b>	<b>(5 570)</b>	<b>1 752</b>		<b>175</b>	<b>2</b>	<b>(61 995)</b>
<b>Total Immobilisations corporelles nettes</b>	<b>43 641</b>	<b>1 552</b>	<b>(810)</b>		<b>(222)</b>	<b>1</b>	<b>44 162</b>



Septembre 2013

## 8.4 Actifs financiers non courants

	Ouverture	Augment.	Diminut.	Variation périmètre	Ecarts de conversion	Autres variations	Clôture
<b>Valeurs brutes</b>							
Titres de participations (1)	93						93
Créances rattachées à des participations							
Autres titres immobilisés	3		(1)				2
Prêts	1		(1)				
Dépôts et cautionnements	483	133	(42)				574
<b>Total</b>	<b>580</b>	<b>133</b>	<b>(43)</b>				<b>670</b>
<b>Provisions pour dépréciation</b>							
Titres de participations (1)	(25)						(25)
Créances rattachées à des participations							
Autres titres immobilisés							
Prêts							
Dépôts et cautionnements	(1)	(37)					(37)
<b>Total</b>	<b>(26)</b>	<b>(37)</b>					<b>(62)</b>
<b>Total Actifs financiers non courants nets</b>	<b>554</b>	<b>97</b>	<b>(43)</b>				<b>608</b>

(1) Détail des titres de participation présenté en Note 8.6

## 8.5 Participations dans les entreprises associées

Valeur au bilan et le détail des titres :

Filiales	% de détenion	Exercice 2013
ISVIAL	33,3%	6
<b>Total</b>		<b>6</b>

Les contributions aux capitaux propres et aux résultats consolidés sont les suivantes :

Filiales	Contribution aux capitaux propres consolidé	Contribution au résultat consolidé
ISVIAL	6	
<b>Total</b>	<b>6</b>	

Septembre 2013

## 8.6 Titres de participation non consolidés

Le détail de la ligne « Titres de participation » présent dans la note 8.4 est le suivant :

Filiales non consolidées	Détail de la position nette	
	Valeurs brutes	Provisions Dépréciation
<b>Ouverture</b>	<b>93</b>	<b>(25)</b>
Variation		
<b>Clôture (1)</b>	<b>93</b>	<b>(25)</b>

(1) A la fin de l'exercice le solde représente la participation dans l'entité GERTRUDE (branche Signalisation)

## 8.7 Stocks et en-cours

Les stocks et en-cours se présentent ainsi :

	Exercice 2013	Exercice 2012
<b>Valeurs brutes</b>		
Matières premières	30 191	31 116
En-cours	6 465	6 120
Produits intermédiaires et finis	13 501	11 718
Marchandises	2 001	1 990
<b>Total</b>	<b>52 158</b>	<b>50 944</b>
<b>Provisions pour dépréciation</b>		
Matières premières	(2 632)	(2 471)
En-cours	(33)	(111)
Produits intermédiaires et finis	(282)	(268)
Marchandises	(453)	(483)
<b>Total</b>	<b>(3 400)</b>	<b>(3 332)</b>
<b>Total Stocks et en-cours nets</b>	<b>48 758</b>	<b>47 612</b>

## 8.8 Créances clients

Les créances clients se décomposent de la manière suivante :

	Exercice 2013	Exercice 2012
Créances clients	98 840	97 476
Dépréciation	(2 556)	(2 473)
<b>Total Créances clients nettes</b>	<b>96 284</b>	<b>95 003</b>

Septembre 2013

## 8.9 Autres Créances et actifs courants

	Exercice 2013	Exercice 2012
<b>Valeurs brutes</b>		
Avances et acomptes versés	266	462
Créances sociales	196	187
Créances fiscales	7 112	4 342
Créances diverses	2 130	9 896
Charges constatées d'avance	2 301	2 420
<b>Total</b>	<b>12 006</b>	<b>17 307</b>
<b>Provisions pour dépréciation</b>		
Dépréciation (1)		(7 720)
<b>Total Autres créances et actifs courants nets</b>	<b>12 006</b>	<b>9 587</b>

(1) Sur la base du jugement rendu par l'Autorité de la Concurrence le 22 décembre 2010, un montant de K€ 7 720 avait été provisionné au 30 septembre 2010. Au 30 septembre 2012, l'intégralité de l'amende a été payée. La société ayant réalisé un pourvoi, le montant de l'amende a été constaté en créance et immédiatement déprécié. Suite au rejet du pourvoi le 28 mai 2013, le montant de l'amende a été passé en charges et la dépréciation reprise.

## 8.10 Trésorerie et équivalents

	Exercice 2013	Exercice 2012
Valeurs mobilières de placement (1)	16 581	5 578
Disponibilités	3 872	4 844
Dépréciation		
Instruments financiers - Actif (2)	45	43
<b>Total Trésorerie et Equivalents</b>	<b>20 498</b>	<b>10 466</b>
Concours bancaires courants (Note 8.13.1)	(17 965)	(13 457)
Instruments financiers - Passif (2)	(285)	(570)
<b>Total Trésorerie nette</b>	<b>2 247</b>	<b>(3 561)</b>

(1) Contrat de liquidité détenu à 100% par le groupe pour une valeur de K€ 27. Les autres placements constitués de SICAV, de certificats de dépôt et d'autres produits de placement s'élèvent à K€ 16 554.

(2) Impact IAS 39 sur des Couvertures de change et des Swap de taux.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent la trésorerie en banque, la caisse et les dépôts à court terme ayant une échéance initiale de moins de trois mois.

Septembre 2013

## 8.11 Capitaux propres

### 8.11.1 Capital social de l'entité consolidante

Au 30 septembre 2013, le capital social se compose de 3 766 560 actions d'une valeur nominale de 6.64 €uros

### 8.11.2 Variation des actions propres

Le nombre d'actions propres en circulation a évolué de la manière suivante :

	Exercice 2013
<b>Ouverture</b>	<b>200 069</b>
Acquisitions	15 349
Cessions	(15 345)
<b>Clôture (1)</b>	<b>200 073</b>

(1) La valeur des actions propres au 30 septembre 2013 déterminée sur la base de la moyenne des cours de bourse du mois de septembre 2013, et inscrite dans les comptes sociaux de Lacroix SA s'élève à K€ 2 718.

### 8.11.3 Stock-options

Des options d'achat d'actions ont été attribuées aux dirigeants et à certains salariés. Le prix d'exercice des options octroyées est égal à la moyenne des 20 derniers cours de bourse précédents la date d'octroi. Les options sont subordonnées à l'accomplissement de 4 années de services.

Les variations et le nombre d'options en circulation sont détaillés ci-dessous :

	Exercice 2013	Exercice 2012
<b>Ouverture</b>	<b>92 328</b>	<b>89 328</b>
Octroyés		12 000
Levés		
Non activable (suite départ)	(8 000)	(9 000)
<b>Clôture</b>	<b>84 328</b>	<b>92 328</b>

Septembre 2013

Les dates d'expiration et les prix d'exercice des options sur actions en circulation à la fin septembre 2012 sont détaillés ci-après :

Date des plans		Conditions	
Attribution	Début option	Prix d'exercice	Nombre d'actions
nov.-2005	nov.-2009	21,12	18 078
sept.-2006	sept.-2010	21,09	23 250
déc.-2006	déc.-2010	20,70	12 000
févr.-2008	févr.-2012	22,73	3 000
oct.-2008	oct.-2012	17,01	21 000
oct.-2011	oct.-2015	14,33	7 000
			<b>84 328</b>

Les options d'achats d'actions sont évaluées à leur juste valeur constatée dans le compte de résultat, sur la ligne frais de personnel sur la période d'acquisition des droits d'exercice pour les salariés.

La juste valeur est déterminée en utilisant le modèle de valorisation Black & Scholes, sur la base d'hypothèses déterminées par un actuinaire.

L'exercice des options ne pouvant intervenir qu'à l'issue de 4 ans de service, la charge de personnel correspondante est répartie sur 4 ans. Compte tenu des options attribuées, la charge s'élève à K€ 14 au titre du 30 septembre 2013.

## 8.12 Provisions pour risques et charges

### 8.12.1 Variation des provisions pour risques et charges

Cette variation s'analyse de la manière suivante :

	Ouverture	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Variation périmètre	Ecarts de conversion	Autres variations	Clôture
Prov. pour indemnités fin carrière (1)	8 299	277					206	8 783
Prov. pour garantie clients	727		(59)					668
Prov. pour litiges (2)	3 393	2 981	(1 779)	(369)		(2)		4 224
Prov. pour Autres risques (3)	972	8						980
<b>Total</b>	<b>13 391</b>	<b>3 267</b>	<b>(1 838)</b>	<b>(369)</b>		<b>(2)</b>	<b>206</b>	<b>14 655</b>

(1) L'évaluation des indemnités de fin de carrière a été calculée par des actuaires indépendants selon la méthode des unités de crédit projetées.

Les hypothèses prises en comptes pour les calculs, sur le périmètre France, sont les suivantes :

- Taux d'actualisation de 3.3% (contre 3.8% en 2012)
- L'augmentation moyenne des salaires est de 3% y compris inflation

Septembre 2013

- Les tables de mortalité utilisées sont celles de l'INSEE F 2008-2010,
- Afin de tenir compte de l'évolution des textes, l'âge de la retraite est de 63 ans pour les non cadres et de 66 ans pour les cadres. Au niveau du motif de départ : 100% des départs sont à l'initiative du salarié.
- Une probabilité de turn over selon la table ci-dessous :

	Signalisation	Télégestion	Electronique
<b>Tranches d'âge</b>			
- 29 ans	10,00%	5,00%	10,00%
de 30 à 39 ans	8,00%	5,00%	8,00%
de 40 à 44 ans	6,00%	5,00%	4,00%
de 45 à 49 ans	6,00%	2,00%	4,00%
de 50 à 54 ans	4,00%	2,00%	3,00%
+ 55 ans	—	—	—

Concernant le périmètre de l'Allemagne, les hypothèses suivantes ont été appliquées :

- Taux d'actualisation de 3,65% (contre 3.5% en 2012)
  - Inflation retenue de 2%,
  - L'augmentation des salaires est de 3%
  - Taux de turn over moyen de 5%:
  - Age de départ à la retraite est de 64 ans pour les non cadres et de 65 ans pour les cadres
- (2) Les provisions existantes en fin de période correspondent pour : K€ 1 723 à des litiges clients (Répartition par branche : K€ 1 429 sur la Signalisation, K€ 41 sur la Télégestion et K€ 253 sur l'Electronique) et à une provision pour restructuration de K€ 1 343.
- (3) Dans le cadre d'exercice de stock-options par des salariés de la branche Télégestion, le Groupe avait pris l'engagement de racheter ces titres sur demande des bénéficiaires. Le montant de K€ 980 correspond à l'évaluation, à fin septembre 2013, du coût de rachat théorique des dites actions.

## 8.12.2 Litiges en cours

### Litige DGCCRF :

La société Lacroix et 7 autres sociétés concernées par le jugement rendu par l'Autorité de la concurrence en décembre 2010 ont fait l'objet de la part d'une entreprise concurrente d'un recours visant à obtenir une indemnisation du préjudice qu'elle prétend avoir subi en conséquence des pratiques anticoncurrentielles sanctionnées par l'Autorité de la concurrence.

En 2013, deux nouvelles actions ont été engagées par des collectivités locales à l'encontre de la société, dont une visant la nullité d'un marché et l'autre concernant une demande d'indemnisation à l'ensemble des sociétés condamnées en 2010, au titre d'un prétendu préjudice subi dans le cadre de l'exécution de contrats.

Notre connaissance actuelle de la procédure sur ces affaires ne nous permet pas d'évaluer avec une fiabilité suffisante le risque lié à ces actions. En conséquence aucune provision n'a été comptabilisée à la clôture.

Septembre 2013

## 8.13 Emprunts et dettes financières

### 8.13.1 Nature et échéance des emprunts et dettes financières

Les dettes financières peuvent être ventilées par échéance de la manière suivante :

	Exercice 2013	Exercice 2012	Echéancier 2013 (1)	
			< 1 an (Courant)	> 1 an (non Courant)
Emprunts et dettes auprès des Ets. de crédit	22 865	22 621	9 341	13 524
Emprunts issus de crédit bail	1 703	958	358	1 344
Dettes financières diverses (2)	6 309	6 950	3 905	2 404
Concours bancaires courants	17 965	13 457	17 965	
<b>Total emprunts et dettes financières</b>	<b>48 841</b>	<b>43 985</b>	<b>31 569</b>	<b>17 272</b>

(1) Part « non courant » des dettes financières : dont K€ 789 à plus de 5 ans

(2) Dont C/C VINILA INVESTISSEMENTS (actionnaire) pour K€ 2 823, contre K€ 2 997 en 2012.

### 8.13.2 Variation des emprunts et dettes financières

	Ouverture	Augmentation	Diminution	Variation périmètre	Ecart de conversion	Autres variations	Clôture
Emprunts et dettes auprès Ets. de crédit (1)	22 621	8 036	(7 792)				22 865
Emprunts issus de location-financement	958	1 131	(369)		(17)		1 703
Dettes financières diverses	6 950	1 108	(1 749)				6 309
Concours bancaires courants	13 457	4 657			(149)		17 965
<b>Total variation emprunts et dettes financi</b>	<b>43 985</b>	<b>14 931</b>	<b>(9 909)</b>		<b>(166)</b>		<b>48 841</b>

(1) Dans le cadre du financement de ses futurs investissements, y compris de croissance externe, le Groupe dispose d'une enveloppe de K€ 5 200 à ce jour. Ces fonds, assortis d'aucune garantie attachée ni covenant, sont disponibles sur demande et remboursables sur 3 ans.

Les variations d'écart de conversion proviennent de la filiale polonaise.

### 8.13.3 Ventilation par taux

La décomposition de la dette entre taux fixe et taux variable est la suivante :

	Exercice 2013	Exercice 2012
Emprunts à taux fixe	699	875
Emprunts à taux variable	23 868	22 704
<b>Total emprunts</b>	<b>24 567</b>	<b>23 579</b>

Septembre 2013

### 8.13.4 Ventilation par principales devises

La ventilation des dettes entre euros et autres devises se présente comme suit :

	Exercice 2013	Exercice 2012
Emprunts libellés en euro	24 567	23 579
Emprunts libellés en devises étrangères		
<b>Total emprunts</b>	<b>24 567</b>	<b>23 579</b>

### 8.14 Passifs courants

Les autres passifs courants se composent des éléments suivants :

	Exercice 2013	Exercice 2012
Fournisseurs	42 246	36 380
Fournisseurs d'immobilisations	22	25
Avances et acomptes reçus sur commande	1 816	2 408
Dettes fiscales et sociales	27 771	26 058
Dettes diverses	1 238	1 100
Produits constatés d'avance	782	1 019
<b>Total autres passifs à court terme</b>	<b>73 874</b>	<b>66 990</b>

### 8.15 Personnel

#### 8.15.1 Charges liées au personnel

	Exercice 2013	Exercice 2012
Traitements et salaires	61 535	58 771
Charges sociales	22 070	22 480
Intéressement et participation	1 939	2 403
Charges d'intérim	6 296	9 996
Charges de retraites	150	434
Paiements en actions	14	57
<b>Total des Charges liées au personnel</b>	<b>92 004</b>	<b>94 142</b>



Septembre 2013

### 8.15.2 Effectif moyen

L'effectif moyen employé se décompose comme suit :

(*)	Signalisation		Télégestion		Electronique		Ensemble Groupe	
	Exercice 2013	Exercice 2012	Exercice 2013	Exercice 2012	Exercice 2013	Exercice 2012	Exercice 2013	Exercice 2012
Cadres	161	145	83	74	384	265	628	484
Techniciens	107	115	32	32	163	379	301	526
Employés	177	191	24	24	227	530	429	745
Ouvriers	233	265		3	1 391	633	1 624	901
<b>Total Effectifs salariés</b>	<b>678</b>	<b>716</b>	<b>139</b>	<b>133</b>	<b>2 165</b>	<b>1 807</b>	<b>2 982</b>	<b>2 656</b>
Mise à disposition (1)	130	183	1	2	43	126	174	310
<b>Total Effectifs opérationnels</b>	<b>808</b>	<b>899</b>	<b>140</b>	<b>135</b>	<b>2 208</b>	<b>1 933</b>	<b>3 156</b>	<b>2 966</b>

(1) Equivalents Temps plein relatifs aux charges d'intérim

(\*) Effectif des entités consolidées en intégration globale

### 8.16 Dotations aux amortissements et provisions nettes de reprises

Le montant des dotations aux amortissements et aux provisions, nettes de reprises, figurant en résultat opérationnel courant peut être détaillé de la manière suivante :

	Exercice 2013	Exercice 2012
Dotations et reprises nettes sur actifs non courants	(5 571)	(5 502)
Dotations et reprises nettes sur crédit bail	(610)	(895)
Dotations et reprises nettes sur stocks (1)	(365)	(486)
Dotations et reprises nettes sur autres actifs courants	(176)	81
Dotations et reprises nettes sur Risques et charges	728	(1 222)
Dotations et reprises nettes sur autres	(183)	
<b>Total dotations aux amortis. et aux provisions nettes</b>	<b>(6 177)</b>	<b>(8 025)</b>

(1) Hors reprises relatives aux mises au rebut, imputées sur les achats consommés

### 8.17 Autres produits et charges opérationnels

	Exercice 2013	Exercice 2012
Cession de titres consolidés		(1 375)
Restructuration (1)	(2 301)	(218)
<b>Total</b>	<b>(2 301)</b>	<b>(1 593)</b>

(1) Opérations sur la branche Signalisation pour K€ 1 527 et la branche Electronique pour K€ 760.

Septembre 2013

## 8.18 Charges et produits financiers

Le résultat financier se décompose comme suit :

	Exercice 2013	Exercice 2012
Produits et charges financiers (1)	(1 129)	(1 235)
Résultat de change	(72)	51
Dotations aux provisions nettes de reprises (2)	(252)	(39)
Résultat sur cessions de VMP	3	6
<b>Total Résultat financier par nature</b>	<b>(1 450)</b>	<b>(1 217)</b>
<b>Synthèse</b>		
Total des produits	2 184	3 452
Total des charges	(3 634)	(4 668)
<b>Total Résultat financier</b>	<b>(1 450)</b>	<b>(1 217)</b>

(1) Dont K€ 300 de charges constatées sur la période, relatives à des instruments financiers de couverture de taux, contre K€ 200 de charges au titre de septembre 2012.

(2) Dont K€ 279 de charges financières liées au provisionnement des indemnités de fin de carrière. Le coût financier désigne l'accroissement, au cours d'une période, de la valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations définies résultant du fait que l'on s'est rapproché de la date de règlement des prestations d'une période.

## 8.19 Impôts sur les bénéfices

### 8.19.1 Analyse de l'impôt sur les sociétés

L'impôt sur les sociétés s'analyse de la façon suivante :

	Exercice 2013	Exercice 2012
Impôt exigible	(2 632)	(2 782)
Impôts différés	128	190
<b>Impôts sur les résultats</b>	<b>(2 503)</b>	<b>(2 592)</b>

Septembre 2013

**8.19.2 Preuve d'impôt**

Rationalisation de l'impôt	Exercice 2013
Résultat net de l'ensemble consolidé	4 987
Neutralisation de la QP des résultats Stés ME	
Neutralisation des dot. Sur Goodwill	
<b>Résultat retraité des sociétés ME</b>	<b>4 987</b>
Impôts sur les résultats (1)	2 503
<i>Résultat net avant impôt</i>	<i>7 490</i>
<Impôt théorique au taux en vigueur> (2)	2 579
<b>Différence d'impôt (1) - (2)</b>	<b>(75)</b>

Le rapprochement entre l'impôt sur les sociétés figurant au compte de résultat et l'impôt théorique qui serait supporté sur la base du taux en vigueur en France s'analyse comme suit :

Analyse de cette différence d'impôt		Charges	Produits
Effets des différences permanentes entre les résultats consolidés et résultats imposables		419	
Reports déficitaires utilisés au cours de l'exercice			109
Pertes de filiales fiscalement déficitaires		939	
Taux d'impôt réduits ou majorés pour certaines catégories d'opérations		479	152
Taxation des résultats des sociétés étrangères à des taux différents			1 242
Crédits d'impôt	(1)		410
<b>Total</b>		<b>1 837</b>	<b>1 913</b>
<b>Différence nette</b>		<b>(75)</b>	

(1) L'économie d'IS relative au CIR a été reclassée dans les charges par nature pour K€ 495. L'économie d'IS relative au CICE a été enregistrée en déduction des charges de personnel auxquelles elle se rattache pour K€ 695.

### 8.19.3 Analyse de l'impôt différé

Le détail des impôts différés actif et passif est le suivant :

	Ouverture	Impact réserves	Impact résultat	Autres variations	Clôture
<b>Impôts différés Actifs</b>					
Organic et Effort de construction	99		(5)		94
Participation des salariés	329		(92)		237
Indemnités de départ à la retraite	1 443	105	47		1 594
Marges sur stocks	186		34	(1)	219
Pertes reportables (1)	1 330				1 330
Autres (2)	1 813		(80)	2	1 735
Compensation IDA/IDP (*)	(2 753)			41	(2 712)
<b>Total IDA</b>	<b>2 447</b>	<b>105</b>	<b>(96)</b>	<b>42</b>	<b>2 497</b>
<b>Impôts différés Passifs</b>					
Provisions réglementées	2 527		(32)	(1)	2 494
Location-financement	987		(96)	(188)	703
Méthode Amortis. Actifs non courants	258		(30)	(118)	111
Autres (3)	1 876	142	(67)	251	2 203
Compensation IDA/IDP (*)	(2 753)			41	(2 712)
<b>Total IDP</b>	<b>2 895</b>	<b>142</b>	<b>(224)</b>	<b>(15)</b>	<b>2 798</b>
<b>Total ID nets</b>	<b>(448)</b>	<b>(37)</b>	<b>128</b>	<b>57</b>	<b>(301)</b>

(1) Selon les hypothèses retenues par le Groupe et l'actualisation des business plan.

(2) Dont K€ 200 sur cessions internes

(3) Dont K€ 585 de justes valeurs sur actifs immobiliers

(\*) Cette rubrique permet, après analyse globale des IDA et IDP nets par nature, de tenir compte des positions individuelles et de la présentation bilantielle du fait de l'existence d'un périmètre fiscal (Note 6.5.14)

## 9 Autres informations

### 9.1 Degré d'exposition du groupe aux risques financiers

#### 9.1.1 Risque de change

En dehors de la branche Electronique, le Groupe n'est pas exposé aux risques de change.

En ce qui concerne cette branche, le risque de change concerne principalement les achats réalisés en USD et en PLN.

- Concernant les achats en USD, la société dispose de contrats avec ses principaux clients permettant d'ajuster le prix de vente des produits en fonction de l'évolution de la parité EUR/USD. En conséquence, le risque de change est éteint sur cette partie. Concernant le solde, la société recourt à des couvertures partielles de ses besoins pour couvrir un taux objectif fixé à chaque exercice budgétaire.
- Concernant les dépenses en PLN, il s'agit principalement des salaires des salariés polonais et de quelques achats locaux. La politique groupe consiste à réaliser des couvertures à terme sur la base des besoins prévisionnels.

De manière générale, le recours aux instruments financiers intervient dans le strict cadre des besoins nécessaires à l'activité, à l'exclusion de toute optique spéculative.

#### 9.1.2 Risque de taux

La note 8.13 « Emprunts et dettes financières » permet de constater que sur K€ 24 567 de dettes, K€ 69 sont à taux fixe et K€ 23 868 à taux variable.

Le Groupe met en place des instruments financiers pour limiter ce risque. A fin septembre 2013, la part des financements à taux variable couverte par des swaps représente plus de 79% du nominal.

#### 9.1.3 Risque de liquidité

L'endettement brut du groupe s'élève à K€ 48 841.

Sur l'ensemble des financements mis en place, aucun n'est assorti de covenant.

La trésorerie disponible s'élève quant à elle à K€20 498.

Pour rappel, dans le cadre de ses futurs investissements, y compris de croissance externe, le Groupe dispose d'une enveloppe de crédits confirmée pour un montant de K€ 5 200 à ce jour.

Ainsi, le groupe considère n'être que très faiblement exposé à ce risque.

Septembre 2013

### 9.1.4 Risque de crédit

Chacune des trois branches d'activité du Groupe dispose d'un contrat d'assurance crédit propre, lui permettant de se couvrir sur ses clients potentiellement à risque.

La typologie des clients par secteur d'activité est la suivante :

Branches	Typologie des principaux clients
Signalisation	Administrations et Entreprises significatives de Travaux publics
Télégestion	Organismes publics et Grands acteurs de la gestion de l'eau
Electronique	Sociétés françaises et étrangères à dimension internationale

### 9.1.5 Risque sur le Capital

Le groupe suit de près son capital en contrôlant l'évolution de son ratio d'endettement.

	Exercice 2013	Exercice 2012
Emprunts et dettes financières	30 876	30 529
Concours bancaires courants	17 965	13 457
Autres Dettes financières nettes	14	(61)
Trésorerie et Equivalents (Note 8.10)	(20 498)	(10 466)
<b>Endettement net</b>	<b>28 357</b>	<b>33 459</b>
Capitaux propres	95 400	93 093
<b>Ratio d'Endettement (Gearing)</b>	<b>29,7%</b>	<b>35,9%</b>

### 9.1.6 Classement des actifs et passifs financiers évalués à la juste valeur en fonction des niveaux de juste valeur

Le groupe ne présente pas de tableau détaillé sur la hiérarchisation de la juste valeur de ses actifs et passifs financiers, selon les 3 niveaux définis par la norme IFRS 7 révisée :

- L'évaluation de la juste valeur repose sur une valorisation s'appuyant sur des données observables, dont la plupart sont externes au Groupe.

Septembre 2013

## 9.2 Informations sectorielles

### 9.2.1 Compte de résultat consolidé

Les résultats par secteur d'activité, pour la période close au 30 septembre 2013, sont détaillés ci-dessous :

	Signalisation		Télégestion		Electronique		Holdings		Ensemble Groupe	
	Exercice 2013	Exercice 2012	Exercice 2013	Exercice 2012	Exercice 2013	Exercice 2012	Exercice 2013	Exercice 2012	Exercice 2013	Exercice 2012
<b>Produits des activités ordinaires</b>										
Ventes à des clients externes	119 389	127 105	30 526	29 992	183 843	172 477	157	113	333 915	329 687
Ventes entre secteurs	(204)	(215)	(222)	(205)	(4 693)	(4 348)			(5 119)	(4 768)
<b>Total produits des activités ordinaires</b>	<b>119 185</b>	<b>126 890</b>	<b>30 304</b>	<b>29 787</b>	<b>179 150</b>	<b>168 129</b>	<b>157</b>	<b>113</b>	<b>328 796</b>	<b>324 919</b>
<b>Résultat opérationnel courant</b>	<b>3 634</b>	<b>3 675</b>	<b>7 104</b>	<b>7 543</b>	<b>773</b>	<b>644</b>	<b>(270)</b>	<b>(445)</b>	<b>11 241</b>	<b>11 416</b>

Les autres éléments du compte de résultat ventilés par secteur sont :

	Signalisation		Télégestion		Electronique		Holdings		Ensemble Groupe	
	Exercice 2013	Exercice 2012	Exercice 2013	Exercice 2012	Exercice 2013	Exercice 2012	Exercice 2013	Exercice 2012	Exercice 2013	Exercice 2012
<b>Dotations nettes aux amortis et prov.</b>										
Amortis. nets des actifs non courants	(2 297)	(2 440)	(294)	(320)	(3 495)	(3 566)	(95)	(72)	(6 181)	(6 398)
Dépréciat.nettes des actifs courants	(225)	(1 313)	(216)	(77)	320	(109)	125	(129)	4	(1 627)
<b>Total</b>	<b>(2 522)</b>	<b>(3 753)</b>	<b>(510)</b>	<b>(397)</b>	<b>(3 175)</b>	<b>(3 675)</b>	<b>30</b>	<b>(201)</b>	<b>(6 177)</b>	<b>(8 025)</b>

### 9.2.2 Bilan consolidé

Le tableau ci-dessous détaille les actifs et les passifs sectoriels, ainsi que les acquisitions d'actifs non courants de la période :

	Signalisation		Télégestion		Electronique		Holdings		Ensemble Groupe	
	Exercice 2013	Exercice 2012	Exercice 2013	Exercice 2012	Exercice 2013	Exercice 2012	Exercice 2013	Exercice 2012	Exercice 2013	Exercice 2012
<b>Actifs sectoriels</b>										
Actifs non courants	19 908	19 852	4 898	4 860	29 523	29 266	1 188	1 255	55 517	55 233
Actifs courants	69 898	74 645	8 836	9 335	80 893	72 614	17 920	6 074	177 547	162 668
Autres actifs non affectés	516	484	257	257	1 730	1 712			2 503	2 453
Actifs des activités destinées à être cédées										
<b>Total des actifs sectoriels</b>	<b>90 322</b>	<b>94 981</b>	<b>13 991</b>	<b>14 452</b>	<b>112 146</b>	<b>103 592</b>	<b>19 108</b>	<b>7 329</b>	<b>235 567</b>	<b>220 354</b>
<b>Passifs sectoriels</b>										
Passifs non courants	1 879	2 354	2 084	2 215	1 405	139	12 279	12 302	17 647	17 010
Passifs courants	31 623	38 204	(391)	(758)	70 101	60 492	3 733	(3 973)	105 066	93 965
Autres passifs non affectés	7 214	6 038	1 941	1 894	7 995	8 212	303	142	17 453	16 286
Passifs des activités destinées à être cédées										
<b>Total des passifs courants et non courants</b>	<b>40 716</b>	<b>46 596</b>	<b>3 634</b>	<b>3 351</b>	<b>79 501</b>	<b>68 843</b>	<b>16 315</b>	<b>8 471</b>	<b>140 166</b>	<b>127 261</b>

<b>Acquisitions actifs non courants (1)</b>	<b>2 472</b>	<b>1 568</b>	<b>373</b>	<b>254</b>	<b>4 549</b>	<b>4 144</b>	<b>28</b>	<b>1 241</b>	<b>7 422</b>	<b>7 207</b>
---	--------------	--------------	------------	------------	--------------	--------------	-----------	--------------	--------------	--------------

(1) y/c les acquisitions sur contrat de crédit-bail

Septembre 2013

### 9.3 Engagements hors bilan

Les engagements donnés ou reçus par le groupe se ventilent de la manière suivante :

Catégorie d'engagement	Exercice 2013	Exercice 2012
<b>Engagements donnés</b>		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	791	1 133
Emprunts issus de crédit bail	1 703	958
Commandes d'Approvisionnement (1)	1 101	1 558

(1) Existence d'un contrat de fourniture : l'engagement mentionné correspond au risque maximum, i.e. l'indemnité à verser en cas de non réalisation (pour couverture des CF du vendeur). L'échéancier est le suivant : K€ 396 à moins d'un an et K€ 705 à plus d'un an.

L'ensemble de ces dettes financières est garanti par des sûretés réelles.

Aucun des financements mis en place n'est assorti de covenant.

### 9.4 Évènements postérieurs à la clôture

Aucun événement n'est intervenu postérieurement à la clôture des comptes.

### 9.5 Parties liées

#### 9.5.1 Transactions avec les entreprises liées

Les entreprises liées sont des sociétés associées dans lesquelles le Groupe exerce une influence notable et pour lesquelles les transactions ne sont pas significatives.

Par ailleurs, la note 8.13.1 fait état de l'existence d'une dette (Compte courant) envers un des actionnaires.

#### 9.5.2 Rémunération des dirigeants

Les rémunérations allouées, au titre de l'exercice, aux membres des organes de direction, d'administration et de surveillance à raison de leurs fonctions dans le Groupe, se répartissent de la manière suivante :

##### 9.5.2.1 Membres du Directoire

	Exercice 2013	Exercice 2012
Avantage à court terme	625	900
Avantage postérieurs à l'emploi	98	215
Autres avantages à long terme		
Paiement en actions		19
<b>Total des montants alloués</b>	<b>723</b>	<b>1 133</b>
Indemnités de fin de contrat de travail (1)	345	345

(1) y/c Indemnité relative au mandat du président du directoire : Explications données dans la Note « Mandataires sociaux » du Rapport de gestion du Directoire.

Les dirigeants perçoivent des rémunérations variables qui sont validées par le Conseil de surveillance. Les éléments de rémunération variable sont déterminés en fonction de l'atteinte d'objectifs révisés annuellement, que nous ne souhaitons pas communiquer pour des raisons de confidentialité.



Septembre 2013

Au cours de l'exercice 2013, le directoire s'est recentré autour de 3 membres alors qu'il en comprenait 5 l'exercice précédent.

### 9.5.2.2 Membres du Conseil de Surveillance

	Exercice 2013	Exercice 2012
Avantage à court terme	27	20
Avantage postérieurs à l'emploi		
Autres avantages à long terme		
Indemnités de fin de contrat de travail		
Paieement en actions.		
<b>Total</b>	<b>27</b>	<b>20</b>

## 9.6 Honoraires des Commissaires aux comptes

Le tableau ci-dessous présente le détail des honoraires des auditeurs et des membres de leurs réseaux pris en charge par le Groupe selon le format AMF 2006-10.

	Réseau Ernst & Young				Atlantique Révision Conseil			
	2013	%	2012	%	2013	%	2012	%
<b>Audit</b>								
<b>Commissariat aux comptes</b>	<b>278</b>	<b>94%</b>	<b>275</b>	<b>100%</b>	<b>38</b>	<b>100%</b>	<b>38</b>	<b>100%</b>
Emetteur	33		33		38		38	
Filiales intégrées globalement	245		242					
<b>Autres diligences et prestations directement liées à la mission du commissaire aux comptes</b>	<b>19</b>	<b>6%</b>	<b>0</b>	<b>0%</b>	<b>0</b>	<b>0%</b>	<b>0</b>	<b>0%</b>
Emetteur	19		0					
Filiales intégrées globalement								
<b>Sous-total Audit</b>	<b>297</b>	<b>100%</b>	<b>275</b>	<b>100%</b>	<b>38</b>	<b>100%</b>	<b>38</b>	<b>100%</b>
<b>Autres prestations</b>								
Juridique, fiscal, social								
Autres prestations								
<b>Sous-total Autres prestations</b>	<b>0</b>	<b>0%</b>	<b>0</b>	<b>0%</b>	<b>0</b>	<b>0%</b>	<b>0</b>	<b>0%</b>
<b>Total</b>	<b>297</b>	<b>100%</b>	<b>275</b>	<b>100%</b>	<b>38</b>	<b>100%</b>	<b>38</b>	<b>100%</b>

**ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ANNUELLE DES  
ACTIONNAIRES DU 28 FEVRIER 2014**

**RAPPORT DE GESTION DU DIRECTOIRE**

**LACROIX SA**

## 1 Groupe LACROIX

### 1.1 Résultats consolidés

Le chiffre d'affaires de l'exercice clos au 30 Septembre 2013 s'est élevé à 328,8 M€, en progression de 1,2% par rapport à l'exercice précédent. Conformément aux prévisions, la contribution de chacune des divisions à cette évolution a été contrastée : la hausse du chiffre d'affaires de l'Electronique (+11,0M€) a plus que compensée la baisse de la Signalisation (-7,7 M€).

Le résultat opérationnel courant (ROC), est quasiment stable (-1,5%), le tassement observé dans la Télégestion (-0.4M€) étant partiellement compensé par la hausse dans l'Electronique (+0.2M€), le résultat de la Signalisation étant équivalent à celui de l'année précédente.

Le résultat opérationnel, d'un montant de 8,9 M€, est à comparer au 9,8 M€ affiché l'exercice précédent. Il prend en compte des charges liées à des restructurations dans la Signalisation en France pour 1,5 M€ et dans l'Electronique en Allemagne pour 0,6 M€.

Le résultat financier négatif de 1,45 M€ intègre des charges de financement de l'exploitation pour 0,8 M€ contre 1,1 M€ l'exercice précédent.

Après une prise en compte d'une charge d'impôts de 2,5 M€ et de 180 K€ d'intérêts minoritaires, le résultat net ressort à 4,8 M€ contre 5,9 M€ au 30 septembre 2012.

### 1.2 Activité par branche

Les trois branches du Groupe (Electronique, Télégestion, Signalisation) ont évolué de la manière suivante :

#### Branche Electronique

Première activité du Groupe, tant par son chiffre d'affaires (55% du CA consolidé) que par ses effectifs (2 165 sur un total de 2 982). Elle a connu ces dernières années une croissance soutenue, triplant ainsi son volume de ventes en moins de 10 ans.

L'exercice 2013 s'inscrit dans cette tendance puisque son chiffre d'affaires affiche une hausse de 6,4% par rapport à l'exercice précédent.

Positionnée sur un marché porteur, celui de la conception et la fabrication d'ensembles électronique en petites- moyennes séries, elle répond à un besoin croissant de donneurs d'ordre, majoritairement industriels non électroniciens, ayant besoin de confier l'électronique présente dans leurs produits à des spécialistes tels que Lacroix Electronics disposant d'expertises en Bureau d'études, achats (70% en moyenne du prix de la carte), logistique, process et qualité.

Dans un contexte économique demeurant difficile, les faits majeurs de l'exercice ont été les suivants :

- Après un premier semestre en retrait par rapport à l'exercice précédent (-6,7%), l'activité a connu comme prévu une très forte croissance au second semestre (+20%/S1) liée à la mise en production de nouvelles affaires, justifiant ainsi l'extension de son site polonais.
- Cette croissance a permis à l'activité de dégager un ROC en légère progression (+0.8 M€ contre +0,6M€ en 2012) grâce à un second semestre largement positif (ROC S2 : + 1,7 M€).

Septembre 2013

- Les résultats ont cependant été impactés par deux foyers de pertes importants : le bureau d'études et notre filiale allemande, totalisant un ROC négatif sur l'exercice de 3,6 M€. Dans les deux cas, ces résultats sont liés à des problématiques commerciales, notamment dans les ciblage des clients potentiels et dans l'organisation de leurs prospections. Des actions vigoureuses ont été diligentées dont les premiers résultats se feront ressentir au cours de cet exercice.

Il est à citer que ce redéploiement commercial s'est accompagné en Allemagne d'un redimensionnement des structures destinées à abaisser le point mort, le coût de ces mesures s'élevant à 600 K€.

Aussi, malgré une conjoncture difficile, la hausse du chiffre d'affaires et du résultat devrait s'amplifier sur cet exercice.

Les chiffres caractéristiques de la branche sont les suivants (en contributif) :

En M€	N	N-1
Chiffre d'affaires	178,9	168,1
Résultat opérationnel courant	0,8	0,7
Résultat net	-2	-0,8
Capacité d'autofinancement	1,4	2,8
Investissements nets	3,9	3,6

### **Branche Télégestion**

Le métier de cette branche est de concevoir et commercialiser des systèmes ou produits permettant de surveiller, commander et gérer en temps réel et à distance des installations techniques réparties ou isolées de réseaux d'eau ou de chaufferies de bâtiments publics.

En progression régulière et soutenue (ses ventes ont doublé en moins de 10 ans), cette branche représente près de 10 % du chiffre d'affaires et est fortement contributive aux résultats du Groupe.

Le bureau d'études de 20 personnes fort d'un haut niveau d'expertise, notamment en Télécom auquel s'ajoute un nombre équivalent de personnes externalisées et une forte proximité de ses clients, sont les atouts majeurs de cette branche.

Les produits d'une grande fiabilité sont fabriqués par la branche Electronique.

L'ensemble de ces paramètres lui a permis de devenir un acteur majeur en France avec une part de marché supérieur à 80% dans l'eau.

Elle entend s'appuyer sur ce socle pour accélérer son développement dans le génie climatique et à l'Export où elle réalise actuellement près de 20% de son chiffre d'affaires.

Dans ce contexte, les faits majeurs de l'exercice ont été les suivants :

- Une légère progression du chiffre d'affaires de 1,7%, permise par une hausse de 3% des ventes en France, mais bridée par un léger tassement de l'activité à l'Export (-3,5%) consécutif au retard dans l'exécution de certains contrats.
- Un renforcement des moyens commerciaux afin de capter des nouveaux marchés potentiels à l'Export.
- Une augmentation des charges de R&D dédiées à une nouvelle génération de produits.

Septembre 2013

Aussi, cette branche a connu un léger tassement de son résultat. Il devrait connaître une progression sur l'exercice en cours, grâce notamment au développement de ses ventes en génie climatique et à l'Export.

Les chiffres caractéristiques de la branche sont les suivants (en contributif) :

En M€	N	N-1
Chiffre d'affaires	30,3	29,8
Résultat opérationnel courant	7,1	7,5
Résultat net	4,6	5
Capacité d'autofinancement	4,9	5,3
Investissements nets	0,4	0,3

### **Branche Signalisation**

Activité historique du Groupe, elle a représenté en 2013, 36 % du chiffre d'affaires consolidé. Son métier est de concevoir, fabriquer, commercialiser, installer et maintenir des équipements de signalisation routière et urbaine statique (panneaux de police, directionnel, temporaire) ou dynamique (panneaux à messages variables, feux de carrefour, radars pédagogiques). Elle étend aussi son offre à des secteurs tels que la signalisation touristique, les bornes d'information et le mobilier urbain.

Pour cela, elle dispose de compétences, d'outils industriels ainsi qu'un réseau d'agences de proximité permettant de répondre aux exigences les plus pointues de notre clientèle, tant en terme de productivité, réactivité et d'innovation.

Fort de ces atouts, cette branche peut s'afficher comme étant le leader français de la signalisation routière.

Dans un contexte de restrictions budgétaires, les faits majeurs de l'exercice ont été les suivants :

- Comme annoncé, une régression du chiffre d'affaires de 6,1% (-4,3% à périmètre constant, suite à la cession de la Société SAAM en septembre 2012), consécutive à la non récurrence de contrats majeurs réalisés en 2012 principalement dans la signalisation dynamique. Cette baisse a été limitée grâce à la réalisation de portiques dans le cadre du marché Ecotaxes pour un montant de 15,2 M€.
- La fin de ce contrat et les faibles perspectives du marché des portiques- potences ont nécessité un redimensionnement de notre outil industriel pour préserver notre compétitivité, avec pour corolaire une centralisation de nos moyens de production sur le site de Carros (06). Cette mesure a généré la suppression de 22 postes sur notre site d'Artigues (33) et s'est réalisée dans le cadre d'un P.S.E dont les coûts ont été provisionnés à hauteur de 1,5 M€.
- La persistance d'une situation très difficile en Espagne, le chiffre d'affaires subissant une perte de 12,2% avec cependant une perte minorée de 150 K€ par rapport à l'exercice précédent.

Dans ce contexte, cette branche a su maintenir son résultat opérationnel courant, fruit d'une meilleure maîtrise de son exploitation.

Aussi pour l'exercice en cours, malgré une baisse de chiffre d'affaires, due principalement à la non récurrence du marché Ecotaxe, les investissements réalisés et projetés en terme d'offre produits, de compétitivité industrielle et d'organisation, devraient permettre à cette branche d'afficher un résultat peu éloigné de celui obtenu en 2013.

Septembre 2013

Les chiffres caractéristiques de la branche sont les suivants (en contributif) :

En M€	N	N-1
Chiffre d'affaires	119,2	126,9
Résultat opérationnel courant	3,6	3,7
Résultat net	0	-0,7
Capacité d'autofinancement	3,7	3,2
Investissements nets	1,1*	0,7

\* dont cession de titres vers Lacroix SA pour 1,4 M€

### 1.3 Activité Recherche & Développement

Les branches Signalisation et Télégestion sont les plus concernées par les activités Recherche & Développement dont le coût annuel comptabilisé en charge d'exploitation s'est élevé au cours de l'exercice à 3.5 millions euros, et a généré un Crédit Impôt Recherche d'un montant de 486 618 euros.

### 1.4 Situation Financière

La capacité d'autofinancement générée par l'exploitation est équivalente à celle de l'exercice précédent, soit 11 M€.

L'action vigoureuse entreprise au cours de l'exercice précédent et poursuivie en 2013 pour limiter les besoins en fonds de roulement, a permis de dégager une ressource de plus de 1.5 M€, malgré une hausse des stocks de 1M€ pour l'Electronique, liée à la croissance de l'activité en fin de période.

Les investissements nets de l'exercice se sont élevés à 6,8 M€ et le versement de dividende s'est élevé 1,9 M€.

Comme anticipé, ces éléments permettent au Groupe d'afficher un ratio de dettes nettes sur fonds propres (cf. note 9.1.5 des annexes des comptes consolidés) de 0,30 en nette amélioration par rapport à l'exercice précédent (0,36). Il dispose ainsi de moyens renforcés pour entamer une nouvelle étape dans sa stratégie de croissance. Elle nécessitera des compétences nouvelles et des moyens commerciaux et industriels supplémentaires, des croissances externes pouvant aussi compléter ce dispositif de développement.

Il est à noter qu'au 30 septembre 2013, le Groupe disposait de près de 5,2 M€ de crédit moyen terme confirmés et non utilisés, et qu'à ce jour 6,0 M€ supplémentaires sont venus s'ajouter à cette enveloppe. Ces crédits confirmés ne font l'objet d'aucune garantie ni covenant.

Aussi, compte-tenu de ses perspectives d'exploitation, d'un BFR encore optimisé, le ratio d'endettement devrait poursuivre sa nette amélioration, avec un niveau d'investissement comparable et un versement de dividendes identique à celui de l'exercice précédent.

## 1.5 Perspectives

Dans un environnement économique qui reste tendu et incertain, les perspectives du Groupe pour l'exercice sont bien orientées, tant en terme de chiffre d'affaires que de résultat.

Il entend au cours des exercices suivants, accélérer cette croissance en identifiant des vecteurs de développement notamment à l'international, capitalisant sur ses expertises.

Ceci requiert des compétences, une organisation et des moyens en adéquation avec ces objectifs et la nouvelle gouvernance mise en place depuis septembre 2013 s'inscrit dans cette démarche.

## 2 LACROIX SA

### 2.1 Activité de la Société

Société mère du Groupe, elle assure dans le cadre de la gestion des actifs, les fonctions de contrôle et de coordination de chacune des trois branches : Direction générale, finances, développement, consolidation et communication.

Les recettes, hors dividendes, sont générées par des redevances perçues de ses filiales en contre partie des services décrits ci-dessus.

Son chiffre d'affaires au 30 Septembre 2013 s'est élevé à 1 374 K€, soit un montant équivalent à celui de l'exercice précédent (1 406 K€).

Le résultat d'exploitation négatif de 234 K€ est largement compensé par le résultat financier positif de 5 117 K€, issu principalement de la perception de dividende de ses filiales.

Aussi, le résultat courant avant impôts est largement positif puisque s'élevant à 4 883 K€, en progression de 1 668 K€ par rapport à l'exercice précédent.

Après prise en compte d'un produit d'impôts de 2 604 K€, lié à la position de tête de groupe intégrée fiscalement, le résultat net affiche un bénéfice de 7 471 K€ à comparer à celui de l'exercice précédent, soit 6 228 K€.

### 2.2 Charges non déductibles fiscalement

Les dépenses et charges non déductibles fiscalement s'élèvent, à la clôture de l'exercice, à un montant global de 6 831 euros.

Ce montant correspond à la part non déductible des loyers sur les véhicules de tourisme utilisés par la Société pour un montant de 3 528 euros et à des charges et dépenses somptuaires pour un montant de 3 303 euros, qui ont généré une imposition d'un montant de 2 277 euros.

### 2.3 Information sur les délais de paiement

Conformément aux articles L. 441-6-1 et D. 441-4 du Code de commerce, nous vous informons qu'à la clôture des deux derniers exercices clos, le solde des dettes à l'égard des fournisseurs se décompose, par date d'échéance, comme suit :

Échéances	Soldes des dettes fournisseurs (en euros)	
	2013	2012
Echues	(12 341)	1 123
Moins de 30 jours	128 418	84 588
Entre 30 et 60 jours	50 593	49 028
Plus de 60 jours		
<b>Total</b>	<b>166 670</b>	<b>134 739</b>



Septembre 2013

### 3 Eléments susceptibles d'avoir une influence en cas d'OPA

Selon les dispositions des articles L 233-13 et L 225-100-3 du Code de commerce, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

#### 3.1 Structure du capital de la Société

Au 30 septembre 2013, le capital de la Société s'établit à 25 000 000 euros réparti en 3 766 560 titres.

La structure du capital social est la suivante :

	% du capital	% des droits de vote*
Famille BEDOUIN	70,25%	84,82%
Autodétention **	5,31%	
Public	24,44%	15,18%

(\*) droits de vote exerçables

(\*\*) dont actions détenues au titre du contrat de liquidité

#### 3.2 Franchissement de seuils

Conformément à l'article 8 des Statuts, tout actionnaire venant à posséder au moins 2% du capital est tenu d'en informer la Société sous 15 jours par lettre recommandée avec AR, cette obligation de déclaration concerne chaque fraction de 2% de détention du capital.

En application des articles L.233-7 et L.233-9 du code de commerce et des Statuts, la Société a été informée des franchissements de seuils suivants au cours de l'exercice écoulé :

- La Société Générale a franchi indirectement à la baisse, suite à la cession de sa filiale SALVEPAR le 26 octobre 2012 :
  - o le seuil légal de 5% en capital et en droits de vote
  - o le seuil statutaire de 6% en droits de vote
  - o les seuils statutaires de 4% et 2% en capital
- La Société Tikehau Participations et Investissements (TPI) a franchi indirectement à la hausse, suite à l'acquisition d'un bloc de contrôle de la Société SALVEPAR le 26 octobre 2012 :
  - o Le seuil légal de 5% du capital et des droits de vote
  - o Les seuils statutaires de 2% et 4% en capital
- La Société Tocqueville Finance a franchi à la baisse le seuil statutaire de 2% en capital, (information du 04/08/12)
- La Société SALVEPAR a franchi à la baisse le 20 février 2013 :
  - o Le seuil légal de 5% du capital et des droits de vote
  - o Les seuils statutaires de 4% et 2% du capital social
- La Société SALVEPAR a franchi à la baisse (information du 04/03/2013) :
  - o Le seuil légal de 5% du capital et des droits de vote
  - o Les seuils statutaires de 4% et 2% du capital social

### 3.3 Participations nominatives significatives

A l'exception des participations détenues par le Groupe familial BEDOUIN, il n'existait pas de participations nominatives significatives à la clôture de l'exercice.

### 3.4 Droits de vote double

L'article 10 des Statuts attribue un droit de vote double à toutes les actions entièrement libérées justifiant d'une inscription nominative depuis trois ans au moins.

### 3.5 Mécanisme de contrôle

A l'exception du droit de vote double attribué, il n'existe pas de titres comportant de prérogatives particulières.

Il n'existe pas non plus de mécanismes de contrôle prévus dans un système d'actionnariat du personnel ni d'accords entre actionnaires dont la Société a connaissance et qui peuvent entraîner des restrictions au transfert d'actions.

### 3.6 Pouvoirs du Directoire en matière de rachat d'actions

L'Assemblée Générale délègue chaque année au Directoire le pouvoir de procéder, conformément aux dispositions des articles L.225-209 et suivants du code de commerce, au règlement européen n°2273/2003 du 22 décembre 2003 et aux articles 241-1 à 241-7 du Règlement Général de l'Autorité des Marchés Financiers, à des achats d'actions de la Société dans la limite de 10% du capital social.

Le Directoire ne bénéficie d'aucune autre délégation accordée par l'Assemblée Générale, notamment en matière d'augmentation de capital.

### 3.7 Auto-détention

La Société a confié en 2005 la mise en œuvre d'un contrat de liquidité conforme à la Charte de déontologie de l'AFEI approuvée par l'instruction de l'Autorité des Marchés Financiers du 22 mars 2005, à la Société de bourse PORTZAMPARC.

Au 30 septembre 2013, la Société auto-détenait 191 775 actions en propre et 8 289 actions au titre du contrat de liquidité, soit un total d'auto-détention de 200 073 actions représentant 5.31 % du capital.

### 3.8 Prises de participation

Conformément à l'article L.233-6 du code de commerce, nous portons à votre connaissance les prises de participation, directe ou indirecte, effectuées par la Société et ses filiales au cours de l'exercice écoulé au sein de Sociétés ayant leur siège social en France.

Septembre 2013

Au cours de l'exercice écoulé, les prises de participations suivantes ont été effectuées au sein des branches Signalisation et Electronique du Groupe, correspondant à des reclassements internes de titres :

- Acquisition par la Société LACROIX SA de 27 650 titres de la Société LACROIX SIGNALISATION détenues par la Société S.D.S. ;
- Acquisition par la Société LACROIX SA de 100 titres auto-détenus par la Société LACROIX ELECTRONICS.

### **3.9 Actionnariat salarié**

Conformément aux dispositions de l'article L.225-102 du Code de commerce, nous vous indiquons que la proportion du capital que représentent les actions détenues par les salariés au 30 septembre 2013 est égale à zéro, la Société n'ayant pas mis en place de fonds communs de placement au bénéfice des salariés du Groupe.

Nous vous précisons que la dernière Assemblée Générale Extraordinaire appelée à statuer sur une augmentation de capital réservée aux salariés s'est tenue le 16 février 2012 ; il n'y a donc pas lieu de délibérer sur un projet d'augmentation lors de la prochaine Assemblée Générale.

## 4 Principaux facteurs de risques auxquels la Société est confrontée

En application des dispositions de l'article L.225-100 al. 4 du code de commerce, nous vous communiquons les informations suivantes :

### 4.1 Risques stratégiques et opérationnels

La nature des risques stratégiques auxquels la Société est exposée n'est pas susceptible d'hypothéquer gravement la pérennité des activités du Groupe.

De par ses métiers, le Groupe est néanmoins soumis aux risques opérationnels suivants :

### 4.2 Risques industriels et environnementaux

L'importance des programmes d'investissements industriels permet à la Société de disposer d'outils récents et sécurisés limitant les risques de défaillances majeures susceptibles de paralyser les activités de fabrication. De ce fait, les principaux risques industriels sont ceux qui pourraient affecter ou interrompre la production des principaux sites (incendie, défaillance technique,...) et altérer la qualité des produits. Des processus qualité sont en place devant permettre d'identifier, de corriger, voire d'éviter ou du moins limiter les dysfonctionnements. D'autre part, devant l'introduction croissante de nouveaux produits, notamment en Signalisation, le Groupe étudie le renforcement des procédures de validation technique, économique et environnementale de ces nouveaux process.

#### 4.2.1 Risque fournisseur et de matière première

Il n'existe pas de risques majeurs de dépendance fournisseurs. Néanmoins, sur l'activité Electronique, les ajustements des capacités de production des fournisseurs peuvent conduire à la mise sous allocation de certains composants, allongeant dans ce cas fortement les délais d'approvisionnements.

Le risque devient alors un risque d'obsolescence des composants en cas de modification produit par le client mais qui est couvert par des contrats logistiques.

#### 4.2.2 Risque lié au système d'information

La direction du Groupe est particulièrement attentive à son système d'information et un ensemble de dispositions a été déployé pour assurer sa sécurité. En outre, afin de pallier à un aléa majeur, les plans de gestion de crise sont en place sur chacun des trois métiers et un ont fait l'objet d'un audit au cours de l'année.

### 4.3 Risques juridiques, fiscaux et sociaux

Le Groupe assure une veille juridique, fiscale et sociale afin de s'assurer de la conformité du traitement de ses opérations et d'anticiper les impacts des nouvelles réglementations. Une revue des principaux risques est réalisée par métier afin de s'assurer de la prise en compte de l'exhaustivité des risques dans les états financiers.

Sur la base des informations connues, le Groupe estime peu probable que les procédures amiables et contentieuses en cours puissent avoir un impact significatif sur les états financiers consolidés. A la date de

rédaction de ce rapport, seule une contestation partielle sur l'éligibilité de certains projets au CIR est à noter (impact provisionné).

## 4.4 Risques financiers

Nous vous indiquons ci-dessous les différents degrés d'exposition du Groupe aux risques financiers.

### 4.4.1 Risque de change

En dehors de la branche Electronique, le Groupe n'est pas exposé aux risques de change.

En ce qui concerne cette branche, le risque de change concerne principalement les achats réalisés en USD et en PLN.

Concernant les achats en USD, la Société dispose de contrats avec ses principaux clients permettant d'ajuster le prix de vente des produits en fonction de l'évolution de la parité EUR/USD. En conséquence, le risque de change est éteint sur cette partie. Concernant le solde, la Société recourt à des couvertures partielles de ses besoins pour couvrir un taux objectif fixé à chaque exercice budgétaire.

Concernant les dépenses en PLN, il s'agit principalement des salaires des salariés polonais et de quelques achats locaux. La politique du Groupe consiste à réaliser des couvertures à terme sur la base des besoins prévisionnels.

De manière générale, le recours aux instruments financiers intervient dans le strict cadre des besoins nécessaires à l'activité, à l'exclusion de toute optique spéculative.

### 4.4.2 Risque de taux

La majorité des dettes du Groupe sont à taux variable.

Le Groupe met en place des instruments financiers pour limiter ce risque. A fin septembre 2013, la part des financements à taux variable couverte par des swaps représente plus de 79% du nominal.

### 4.4.3 Risque de liquidité

L'endettement brut du Groupe s'élève à 48,9 M€.

Sur l'ensemble des financements mis en place, aucun n'est assorti de covenant.

La trésorerie disponible s'élève quant à elle à 20,5 M€.

Par ailleurs, et dans le cadre de ses futurs investissements, y compris de croissance externe, le Groupe dispose d'une enveloppe de crédits confirmée pour un montant de K€ 5 200 à ce jour.

Ainsi, le Groupe considère n'être que très faiblement exposé à ce risque.

### 4.4.4 Risque de crédit

Chacune des trois branches d'activité du Groupe dispose d'un contrat d'assurance crédit propre, lui permettant de se couvrir sur ses clients potentiellement à risque.

Septembre 2013

La typologie des clients par secteur d'activité est la suivante :

Branches	Typologie des principaux clients
Signalisation	Administrations et entreprises significatives de travaux publics
Télégestion	Organismes publics et grands acteurs de gestion de l'eau
Electronique	Sociétés françaises et étrangères à dimension internationale

#### 4.4.5 Risque sur le Capital

Le Groupe suit de près son capital en contrôlant l'évolution de son ratio d'endettement net sur fonds propres.

	Exercice 2013	Exercice 2012
Emprunts et dettes financières	30 876	30 529
Concours bancaires courants	17 965	13 457
Autres Dettes financières nettes	14	(61)
Trésorerie et Equivalents (Note 8.10)	(20 498)	(10 466)
<b>Endettement net</b>	<b>28 357</b>	<b>33 459</b>
Capitaux propres	95 400	93 093
<b>Ratio d'Endettement (Gearing)</b>	<b>29,7%</b>	<b>35,9%</b>

#### 4.4.6 Classement des actifs et passifs financiers évalués à la juste valeur

Le Groupe ne présente pas de tableau détaillé sur la hiérarchisation de la juste valeur de ses actifs et passifs financiers.

Selon les 3 niveaux définis par la norme IFRS 7 révisée, l'évaluation de la juste valeur repose sur une valorisation s'appuyant sur des données observables, dont la plus part sont externes au Groupe.

## 5 Evènements postérieurs à la clôture

Nous portons à votre connaissance la prise de participation effectuée le 17 décembre 2013 par la Société LACROIX SIGNALISATION au sein du capital de sa filiale LACROIX PACIFIC, portant sa détention de 51% à 100%.

Aucun autre événement majeur postérieur à la clôture n'est à signaler tant pour la Société que pour ses filiales.

## 6 Informations boursières

### 6.1 Evolution du cours de bourse durant l'exercice 2013

Le titre LACROIX SA est coté sur Euronext Paris, compartiment C.

Au cours de l'exercice 2013, 421 395 titres ont été échangés, soit une moyenne de 1 652 titres par séance, représentant un montant de capitaux de 5.038 millions d'euros pour un cours moyen de 11.96 euros.

Le cours de bourse de clôture du 30 septembre 2013 s'établit à 13.70 euros représentant une capitalisation boursière de 51.6 millions d'euros.

### 6.2 Achat par la Société de ses propres actions

#### 6.2.1 Programme de rachat d'actions

Nous vous proposons de renouveler l'autorisation donnée par l'Assemblée Générale Ordinaire du 22 février 2013 au Directoire de procéder à des achats en bourse des actions de la Société, dans les conditions et limites définies par les articles L.225-209 et suivants du code de commerce et conformément à celles du règlement européen du 22 décembre 2003.

Les objectifs du programme de rachat sont identiques à l'exercice précédent :

- assurer l'animation du titre au travers d'un contrat de liquidité conforme à la chartre AFEI reconnue par l'Autorité des Marchés Financiers,
- procéder à l'achat d'actions en vue de leur conservation et de leur remise ultérieure à l'échange ou en paiement dans le cadre d'opération de croissance externe,
- assurer la couverture de valeurs mobilières donnant droit à l'attribution d'actions,
- assurer la couverture de plans d'achat d'options à des salariés et des mandataires du Groupe.

L'autorisation est donnée pour une durée maximum de 18 mois dans les conditions suivantes :

- le nombre maximal d'actions susceptibles d'être rachetées ne pourra excéder 176 583 titres.
- le prix d'achat maximal par action est fixé à 30 euros.
- le montant global affecté à ce programme est fixé à 5.3 millions d'euros.

Les actions seront rachetées par intervention sur le marché ou par voie d'acquisition de blocs de titres dans le cadre des dispositions légales et réglementaires applicables. Les acquisitions par blocs de titres pourraient atteindre l'intégralité du programme. Les acquisitions et cessions pourront intervenir en période d'offre publique, dans les limites de la réglementation boursière.

Le nombre d'actions détenues en exécution du programme ne pourra excéder 10% du capital social soit 376 656 actions.

## 6.2.2 Bilan des précédents programmes de rachat d'actions

Au titre des programmes autorisés par les Assemblées Générales du 16 février 2012 et du 22 février 2013, s'appliquant sur l'exercice clos le 30 septembre 2013, la Société n'a effectué aucune opération d'achat ou de vente d'actions propres.

Par ailleurs, dans le cadre du contrat de liquidité détenu à 100% par LACROIX SA :

- 15 349 titres ont été acquis au prix moyen de 12.28 euros ;
- 15 345 titres ont été cédés au prix moyen de 12.00 euros.

A la clôture de l'exercice, les actions détenues dans le cadre du programme de rachat étaient affectées aux objectifs suivants :

- couverture de plans d'options d'achat d'actions à des salariés et des mandataires sociaux du Groupe LACROIX : 111 441 titres
- remise ultérieure à l'échange ou paiement dans le cadre d'opération de croissance externe : 80 334 titres
- animation du cours par un prestataire : 8 298 titres

soit un total d'actions auto-détenues de 200 073 représentant 5.31% du capital, ayant une valeur comptable de 3 742 136 euros et une valeur de marché de 2 741 000 euros, sur la base du cours du 30 septembre 2013.



Septembre 2013

## 7 Responsabilité sociétale de l'entreprise

Conformément aux dispositions de l'article L 225-102-1 alinéa 5 du code de commerce, nous vous communiquons les informations sociales liées à notre activité :

### 7.1 Introduction au premier rapport RSE

Les informations présentées dans les paragraphes suivants sont publiées en application de l'article 225 de la loi dite « Grenelle 2 » et de son décret d'application 2012-557 du 24 avril 2012.

Ces informations – établies à l'aide d'un guide méthodologique interne au Groupe, disponible sur demande à l'adresse mail suivante : [lacroix@lacroix-sa.fr](mailto:lacroix@lacroix-sa.fr) – font l'objet de travaux de vérification par le Département Environnement et Développement Durable de la société Ernst & Young, vérificateur indépendant.

Le périmètre de consolidation des indicateurs varie selon les informations considérées. Globalement, chaque société ayant un impact significatif sur un indicateur est consolidée. Nous visons néanmoins à atteindre progressivement la totalité du périmètre consolidé, en particulier pour les indicateurs sociaux, d'ici 2016. Le périmètre retenu dans ce rapport appelle les commentaires suivants :

- Les indicateurs sociaux et sociétaux portent généralement sur l'intégralité du périmètre du Groupe. Les périmètres différents seront précisés.
- Pour les indicateurs environnementaux, les principales filiales de chacune des trois branches, et en particulier celles exerçant une activité industrielle, sont consolidées. Sont non compris : le bureau d'études pour l'Electronique, les filiales étrangères pour la télégestion, les sociétés de service et hors France métropolitaine pour la Signalisation. Ainsi, le périmètre permet de couvrir 92% du chiffre d'affaires du Groupe et 91% des effectifs. Certains indicateurs possèdent néanmoins un périmètre de consolidation différent qui sera alors précisé.
- La période de reporting retenue correspond à l'exercice fiscal, soit du 01 octobre 2012 au 30 septembre 2013. La base comparative mentionnée correspond donc à la période du 01/10/2011 au 30/09/2012.

### 7.2 Informations sociales

#### 7.2.1 Emploi

Au 30 septembre 2013, l'effectif du Groupe LACROIX se décompose de la façon suivante :

#### *Effectif en équivalent temps plein au 30 septembre 2013*

	Electronique		Télégestion		Signalisation		Holding		Groupe	
	Exercice 2013	Exercice 2012	Exercice 2013	Exercice 2012	Exercice 2013	Exercice 2012	Exercice 2013	Exercice 2012	Exercice 2013	Exercice 2012
Ouvriers	1 391	633		3	233	265			1 624	901
ETAM*	390	909	56	56	284	305		1	730	1 271
Cadres	384	265	83	74	157	143	4	2	628	484
<b>TOTAL</b>	<b>2 165</b>	<b>1 807</b>	<b>139</b>	<b>133</b>	<b>674</b>	<b>713</b>	<b>4</b>	<b>3</b>	<b>2 982</b>	<b>2 656</b>

L'effectif compte les CDI et les CDD présents au 30 septembre

\* ETAM : Employés, Techniciens et Agents de Maîtrise

Septembre 2013

Sur les 2 982 personnes salariées au 30 septembre 2013, 315 ont moins de 25 ans, 1 593 ont entre 25 et 39 ans, 857 ont entre 40 et 55 ans, et 216 ont plus de 55 ans.

Par ailleurs, cet effectif salarié est complété par le personnel mis à disposition (effectif intérimaire) à hauteur d'une moyenne de 174 Equivalents Temps Plein (ETP) sur l'année, avec la répartition suivante :

- 43 pour la branche Electronique ;
- 1 pour la branche Télégestion ;
- 130 pour la branche Signalisation.

### Ventilation de l'effectif par zone géographique

	Electronique		Télégestion		Signalisation		Holding		Groupe	
	Exercice 2013	Exercice 2012	Exercice 2013	Exercice 2012	Exercice 2013	Exercice 2012	Exercice 2013	Exercice 2012	Exercice 2013	Exercice 2012
France (y/c DOM TOM)	538	564	123	117	630	660	4	3	1 295	1 344
Europe (hors France)	956	664	16	16	43	53			1 015	733
Afrique du Nord	671	579							671	579
Autres					1				1	
<b>TOTAL</b>	<b>2 165</b>	<b>1 807</b>	<b>139</b>	<b>133</b>	<b>674</b>	<b>713</b>	<b>4</b>	<b>3</b>	<b>2 982</b>	<b>2 656</b>

### Effectif inscrit au 30 septembre 2013 par collègue, par sexe et par type de contrat

	Effectif CDI	Effectif CDD	TOTAL	%
<b>OUVRIERS</b>	758	866 (*)	<b>1 624</b>	54%
Hommes	297	314	611	20%
Femmes	461	552	1 013	34%
<b>ETAM</b>	641	89	<b>730</b>	24%
Hommes	370	52	422	14%
Femmes	271	37	308	10%
<b>CADRES</b>	612	16	<b>628</b>	21%
Hommes	454	14	468	16%
Femmes	159	2	161	5%
<b>TOTAL</b>	<b>2 011</b>	<b>971</b>	<b>2 982</b>	100%
Hommes	1 121	380	1 501	50%
Femmes	890	591	1 481	50%

(\*) Principalement en Pologne du fait de la législation locale

Septembre 2013

**Recrutements de l'exercice 2013**

	Hommes	Femmes	TOTAL
Ouvriers	213	357	<b>570</b>
ETAM	59	40	<b>99</b>
Cadres	51	18	<b>69</b>
<b>TOTAL</b>	<b>323</b>	<b>415</b>	<b>738</b>

Les CDI et les CDD sont ici pris en compte.

**Départs de l'exercice 2013**

Motifs	Départs
Démissions	74
Ruptures conventionnelles	35
Licenciements	84
Fins de CDD	189
Départs en retraite	15
Décès	1
Autres	35
<b>TOTAL</b>	<b>433</b>

C'est notamment la forte augmentation de l'activité de notre site polonais qui a contribué à un nombre aussi important de recrutements. Les départs quant à eux sont principalement liés à des fins de CDD. Les licenciements représentent 19% de l'ensemble des départs, part qui est sensiblement la même pour les démissions, celles-ci représentant 17% des départs.

**Charges de personnel consolidées**

en k€	Exercice 2013	Exercice 2012
Traitements et salaires	61 535	58 771
Charges sociales	22 070	22 480
Intéressement et participation	1 939	2 403
Charges d'intérim	6 296	9 996
Charges de retraites	150	434
Paievements en action	14	57
<b>TOTAL des charges liées au personnel</b>	<b>92 004</b>	<b>94 141</b>

Sur l'exercice 2013, les charges liées au personnel sont en diminution de 2%. Cette évolution s'explique principalement par un recours moindre à l'intérim (diminution de 37% des charges d'intérim), par une diminution des charges sociales en France du fait de la première application du CICE, et d'une diminution de l'intéressement et de la participation versés (baisse de la performance).

Parallèlement, les traitements et salaires ont augmenté de manière cohérente avec la croissance des effectifs sur nos sites polonais et tunisiens.

**7.2.2 Organisation du temps de travail**

En France, Le Groupe applique une organisation du travail sur la base des 35 heures :

- Soit sous la forme d'une modulation annuelle,
- Soit sur une moyenne de 35 heures hebdomadaire,
- Soit en équipes 2x8 ou 3x8,
- Soit au forfait jours.

Septembre 2013

A l'étranger, l'organisation du travail dépend de la législation applicable et de l'activité de la filiale concernée :

- En Espagne et en Italie : 40 heures hebdomadaire (branche Télégestion) ;
- En Allemagne : entre 35h et 40h selon les contrats (branche Electronique) ;
- En Tunisie : 2X8 sur 6 jours et 3X8 sur 7 jours pour certains postes de travail (branche Electronique) ;
- En Pologne : 3X8 sur 6 jours (branche Electronique).

### 7.2.3 Absentéisme

Le périmètre est ici restreint aux principales sociétés de chacune des trois branches d'activité (hors le bureau d'études pour l'Electronique, les filiales étrangères pour la télégestion, les sociétés de service et hors France métropolitaine pour la Signalisation). Le périmètre retenu concerne donc 91% de l'effectif total du Groupe. Nous veillerons à ce que cette part augmente à l'avenir.

Taux d'absentéisme par nature	Exercice 2013
Maladie courte durée <sup>(1)</sup>	2,32%
Maladies professionnelles	0,07%
Accidents travail et trajets	0,13%
Maternité et adoption	0,86%
Paternité	0,06%
<b>TOTAL</b>	<b>3,44%</b>

(1) Maladies inférieures à un mois

Des démarches de différentes natures ont été initiées afin de réduire l'absentéisme. Parmi celles-ci :

- Communication sur l'indicateur de l'absentéisme par service ;
- Refonte de la prime d'assiduité, afin de la corrélérer aux spécificités des sociétés ;
- Campagne de sensibilisation sur l'hygiène des mains (afin d'éviter les contacts épidémiologiques) ;
- Déploiement d'un plan de communication sur les risques routiers.

### 7.2.4 Organisation du dialogue social

En France, les conventions collectives de la Métallurgie et des Travaux Publics sont applicables au sein du Groupe.

Les Sociétés du Groupe sont représentées par cinq Comités d'Entreprises et trois instances avec des missions équivalentes répondant aux législations locales. Les Comités d'Entreprises et instances équivalentes se sont réunies 87 fois au cours de l'exercice écoulé.

Sur l'exercice 2013, 12 accords collectifs ou avenants à de tels accords ont été conclus. Ils concernent notamment des accords ou avenants de négociation annuelle obligatoire, d'intéressement, de participation (y compris déblocage exceptionnel) et de plan d'épargne entreprise.

Septembre 2013

### 7.2.5 Santé et sécurité

En France, le Groupe est doté de quatre CHSCT qui ont tenu 20 réunions plénières durant l'exercice.

Afin d'améliorer la sécurité des salariés au quotidien et de prévenir les risques, plusieurs actions ont été menées, comme des formations (« Sauveteurs Secouristes au Travail », manipulation d'extincteurs, exercices d'évacuation), des missions d'amélioration de postes au titre de l'ergonomie (recensement et analyse des postes à pénibilité avec mise en place de plans d'action, management visuel sur les gestes et postures à adopter dans les différentes situations...), ou encore des investissements pour le remplacement de système de détection et d'extinction incendie à hauteur de 25k€.

En outre, la société tête de la division Signalisation est en cours de certification OHSAS 18001 (4 étapes validées sur 6), et a pour objectif de valider les deux dernières étapes en début d'année 2014.

Les indicateurs relatifs aux accidents du travail sont par ailleurs suivis attentivement, tant pour le personnel permanent de la société, que pour le personnel temporaire.

Les données chiffrées ci-dessous concernent les principales sociétés de chacune des trois branches d'activité (hors le bureau d'études pour l'Electronique, les filiales étrangères pour la télégestion, les sociétés de service et hors France métropolitaine pour la Signalisation). Le périmètre retenu concerne donc 91% de l'effectif total du Groupe. Les taux ci-dessous présentés concernent les accidents du travail (hors accidents de trajet domicile-travail), et incluent les accidents du travail des intérimaires.

	Exercice 2013
Taux de fréquence des accidents <sup>(1)</sup>	13,97
Taux de gravité des accidents <sup>(2)</sup>	0,27

(1) Nombre d'accidents du travail avec au moins 1 jour d'arrêt x 1 000 000 / nombre d'heures effectivement travaillées

(2) Nombre de jours d'arrêt pour accidents du travail x 1 000 / nombre d'heures effectivement travaillées

Les principaux accidents du travail surviennent lors de la manipulation de charges.

Afin de limiter la survenance de tels accidents, une étude sur les EPI les plus adaptés, sur les postes de travail et les moyens d'aide à la manutention a été menée et des opérations 5S ont été renouvelées.

Concernant les maladies professionnelles, le nombre de jours d'arrêt reconnus par la Caisse Primaire d'Assurance Maladie sur l'exercice clos au 30 septembre 2013 est de 642 jours pour 4 salariés de la branche Signalisation. Ces maladies concernent les gestes et postures (troubles musculo-squelettiques et dos).

### 7.2.6 Formation

En 2013, et sur un périmètre identique à celui considéré au point précédent, il a été consacré 18 419 heures pour former 785 personnes en interne et 545 personnes ont bénéficié de 8 500 heures de formation externe. Ainsi, les salariés ayant été formés ont en moyenne bénéficié de 3,4 jours de formation interne et 2,2 jours de formation externe sur l'exercice.

Un plan de formation est défini de manière annuelle, en tenant compte des souhaits exprimés par les salariés, des besoins formulés par les responsables et des axes de développement stratégiques du Groupe.

Septembre 2013

Les principales thématiques de ces formations ont été les langues et les formations techniques (y compris élévation des compétences métiers dans le cadre de l'accompagnement des exigences clients).

Par ailleurs, le Groupe a employé 17 jeunes en contrats d'apprentissage ou professionnalisation sur l'exercice 2013, et a versé directement à 60 écoles 1 149 k€ au titre de la taxe d'apprentissage.

### 7.2.7 Diversité et égalité des chances / égalité de traitement

Le Groupe LACROIX veille à maintenir et à faire progresser la diversité et suit des indicateurs d'âge, de sexe, de catégorie professionnelle, et en rapport avec le handicap.

En France, différents plans d'actions ont été mis en place et des partenariats ont continué d'être développés, afin de lutter contre les discriminations et de promouvoir la diversité, comme :

- Signature d'accords relatifs à l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes ;
- Signature d'accords « inter-génération » pour promouvoir la diversité des âges ;
- Contribution active à la création du GEIQ Industrie 44 (Groupement d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification) en tant que membre fondateur ;
- Maintien et développement de contrats de sous-traitance et d'intérim avec des établissements locaux de réinsertion, comme Défi XI à Saint-Pierre-Montlimart (49) ou encore Inserim à Nantes (44) ;
- Développement du partenariat « Tremplin Jeunes » initié par l'APEC, et via lequel le Groupe se mobilise pour favoriser l'insertion professionnelle des jeunes ;
- Développement du partenariat avec l'Ecole de la 2ème chance E2C, afin de favoriser la réussite de la deuxième chance offerte aux jeunes sortis du système scolaire sans diplôme ni qualification.

En 2013, le Groupe Lacroix a employé 30 personnes reconnues travailleurs handicapés et est en partenariat avec des ESAT pour 19 contrats, afin de favoriser l'insertion professionnelle des personnes en situation de handicap (sur le périmètre défini dans la partie Santé et Sécurité, et concernant 91% de l'effectif).

### 7.2.8 Promotion et respect des stipulations des conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail

Le Groupe adhère aux principes de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme et respecte les stipulations des conventions de l'O.I.T. relatives à la liberté d'association et droit de négociation collective, l'élimination des discriminations en matière d'emploi, l'élimination du travail forcé, et l'abolition du travail des enfants.

A travers sa charte de valeurs, le Groupe s'engage à respecter les lois, conventions et règlements en vigueur et rappelle aux salariés les engagements de respect de la personne promus dans l'entreprise. Cette charte de valeurs est remise à chaque nouveau collaborateur lors de son intégration dans la société.

## 7.3 Informations environnementales

Le périmètre considéré pour les informations environnementales concerne les principales filiales de chacune des trois branches, et en particulier celles exerçant une activité industrielle, ce qui permet de couvrir 92% du chiffre d'affaires du Groupe et 91% des effectifs. Sont exclus : le bureau d'études pour l'Electronique, les filiales étrangères pour la télégestion, les sociétés de service et hors France métropolitaine pour la Signalisation. Si le périmètre était différent pour un indicateur, il serait précisé.

Septembre 2013

### 7.3.1 Politique générale en matière d'environnement

Le Groupe LACROIX détermine chaque année les différentes politiques environnementales applicables à chacune de ses branches d'activité, avec un double objectif :

- La progression de l'activité tout en protégeant l'environnement ;
- La mise en conformité au regard de la réglementation.

L'évolution des réglementations l'amène donc à adapter ses politiques de formation et d'investissements. Ainsi, sur l'exercice 2013, le Groupe a dépensé 766k€ au titre de mise en conformité environnementale, incluant notamment un investissement de 721k€ engagé sur l'exercice (budget global du projet : 1 000k€) pour la chaîne de traitement de surface par aspersion de la société LACROIX SIGNALISATION, afin de ne plus utiliser de chrome hexavalent dans ses bains de traitement. Les risques aujourd'hui connus ne justifient pas la comptabilisation de provisions en matière d'environnement.

Au-delà de cette mise en conformité, le Groupe a entamé depuis plusieurs années une démarche de certification de ses sites industriels. Ainsi, au 30 septembre 2013, 6 sociétés (dont 5 sont les principaux sites de production industrielle) sont certifiées ISO 14001. Chacun des sites industriels significatifs dispose d'un correspondant « environnement », généralement rattaché à la direction industrielle, qui suit à travers différents indicateurs l'impact environnemental de nos activités (consommation de ressources, suivi des déchets, recherche d'optimisation et de bonnes pratiques, etc.)

Les nouveaux salariés sont systématiquement tenus informés de la politique environnementale suivie au sein du Groupe, via notamment un livret d'accueil. Des actions de formation et de sensibilisation sont également menées auprès des salariés, afin de leur faire part des bonnes pratiques à adopter en matière environnementale (notamment sur le tri des déchets et la consommation d'énergie), ainsi que de l'évolution des différents indicateurs. En 2013, les problématiques environnementales adressées concernaient notamment le tri des déchets, les économies d'énergie et l'utilisation de produits chimiques (pour le personnel directement concerné).

Par ailleurs, la division Signalisation a développé une démarche d'éco-conception de ses produits, prenant en compte toutes les phases sur lesquelles elle a un impact. Depuis la sélection de la matière première (sélection d'un aluminium naturellement résistant à la corrosion, afin que le laquage, plus énergivore lors de la fabrication, ne soit pas nécessaire), jusqu'au recyclage (collaboration avec un prestataire collecteur, pour la récupération de la quasi-totalité des déchets), en passant par les procédés de fabrication et le transport, la division prend les mesures nécessaires pour limiter son impact environnemental. C'est d'ailleurs cette démarche qui lui a valu d'être récompensée du label « European Green Capital ». A terme, cette démarche d'éco-conception pourra être généralisée à l'ensemble de nos gammes de produits.

### 7.3.2 Pollution et gestion des déchets

#### *Emissions liées aux process industriels*

Emissions (en kg)	Exercice 2013	Exercice 2012
COV <sup>(1)</sup>	10 575	13 283

(1) Composants Organiques Volatiles. Le périmètre considère ici les 4 sites industriels de la division Electronique (dont 2 n'émettent pas de COV) et LACROIX SIGNALISATION.

Septembre 2013

La division Signalisation est la principale émettrice de COV, et contribue à émettre 68% des COV de l'ensemble du Groupe. Afin de répondre aux exigences de la DREAL, ses émissions ont été calculées en année civile. Les processus contributeurs sont l'utilisation de solvants lors du lavage des écrans de sérigraphie, lors du dégraissage des mâts et panneaux, et l'utilisation de peinture. Néanmoins, les émissions ont fortement diminué entre 2012 et 2013 du fait de l'acquisition d'un laveur d'écrans de sérigraphie sur le site de fabrication de LACROIX SIGNALISATION en août 2012. Par ailleurs, d'autres investissements sont réalisés pour limiter ce type d'émissions, comme le confinement des eaux d'extinction.

Les rejets de Demande Chimique en Oxygène (DCO) se sont élevés à environ 200kg/an (le faible nombre de mesures sur un des sites concernés ne permet pas d'obtenir un niveau de précision élevé). Seule la société LACROIX SIGNALISATION est soumise à arrêté préfectoral, et conformément à ce règlement, elle calcule ses rejets sur l'année civile. Des analyses ont été réalisées au cours de l'exercice 2013, afin de comprendre précisément quels sont les produits chimiques entrants dans le process et générateurs de DCO en sortie, afin que des plans d'actions puissent être étudiés et déployés sur l'exercice 2014. Depuis l'acquisition en 2013 d'un équipement de lavage de cartes pour son activité dans le militaire et l'aéronautique, la société LACROIX ELECTRONICS France rejette également des DCO. Aucun des autres sites n'est générateur de DCO, car les process de fabrication fonctionnent en circuits fermés.

### Déchets

Les activités du Groupe LACROIX produisent des déchets de différentes natures, recyclés lorsque cela est possible. L'évolution des déchets et de leur revalorisation est présentée ci-dessous :

Tonnage annuel	Exercice 2013	Exercice 2012
Déchets Industriels Banals (DIB)	923	1 025
Taux de valorisation des DIB	89%	90%
Déchets Industriels Dangereux (DID)	207	222

Des actions spécifiques par métier sont par ailleurs menées afin de veiller à limiter les quantités de déchets produites et d'optimiser leur valorisation. Sur l'exercice, les actions suivantes ont notamment été engagées ou poursuivies :

#### Branche Electronique

- Utilisation d'azote lors du soudage des cartes, afin réduire les résidus et les imperfections ;
- Politique de tri au quotidien, tant dans les bureaux que dans les ateliers ;
- Mise en place d'emballages réutilisables.

#### Branche Télégestion

La branche Télégestion n'étant pas un site de production industrielle, les déchets émis sont limités dans leur quantité et dans la variété des natures de déchets. Pour autant, la division travaille également à la limitation de ses émissions de déchets, notamment via :

- La mise en place de caisses navettes réutilisables ;
- La mise en place d'imprimantes multifonctions incitant à la numérisation ;
- Dématérialisation de la facture client.



Septembre 2013

Branche Signalisation

- Mise en place d'une politique d'impression visant à optimiser notamment les consommations de papier ;
- Tri des matières valorisables en mélange réalisé par un centre de tri haute performance local ;
- Mise en place d'une commission *Amélioration Continue* pour les rebuts ;
- Etude de projet pour un investissement, qui sera livré courant de l'année 2014, et dont l'objectif est notamment de limiter les chutes d'aluminium.

**7.3.3 Utilisation durable des ressources*****Eau***

La consommation totale d'eau des sites de production et de la tête de division de la Télégestion est de 14 624 m<sup>3</sup>, contre 13 106 m<sup>3</sup> l'exercice précédent, ce qui suit la croissance de notre activité. Notre site en Tunisie, en zone de stress hydrique, représente 34% de ces consommations. Selon les divisions, l'eau n'a pas la même fonction dans les process industriels :

Branche Electronique

- Lavage des cartes électroniques ;
- Circuits de refroidissement des enceintes climatiques (système récupérant l'eau de pluie, et sans rejet à l'extérieur).

Branche Télégestion

- Pas d'utilisation industrielle de l'eau.

Branche Signalisation

- Tests d'étanchéités des caissons de Panneaux à Messages Variables liés à la certification CE de nos produits ;
- Traitement de surface des panneaux et supports avant laquage ;
- Dépouillement, dégravage et traitement des images fantômes des écrans de sérigraphie.

***Aluminium***

La principale matière première utilisée dans nos process de fabrication est l'aluminium, consommée uniquement dans la branche Signalisation. Le taux de déchets d'aluminium de LACROIX SIGNALISATION se situe autour de 15%, pour une consommation de plus 1 200 tonnes en 2013.

Aluminium (tonnes)	Exercice 2013	Exercice 2012
Consommation	1 221	1 333
Déchets	175	195
Taux de déchets	14%	15%

Afin d'optimiser les chutes d'aluminium, LACROIX SIGNALISATION a mené une réflexion quant à un investissement spécifique. Celui-ci sera mis en service au cours de l'exercice 2014.

Septembre 2013

### 7.3.4 Les consommations énergétiques

Consommations	Exercice 2013	Exercice 2012
Electricité (MWh)	16 051	15 245
Gaz (MWh)	6 927	6 178
Fioul (m <sup>3</sup> )	180	183

Notre site en Allemagne utilise en partie des énergies renouvelables pour s'alimenter en électricité. Ainsi, 2% de la consommation d'électricité du Groupe provient d'énergies renouvelables.

Les émissions de CO<sub>2</sub> liées aux consommations présentées ci-dessus ont été estimées grâce à la base carbone de l'ADEME, version 7.1, et s'élèvent à 7 935 tonnes, contre 7 051 tonnes l'exercice précédent. Cette évolution est cohérente avec la progression de notre activité.

Sur l'exercice, les actions suivantes ont été menées afin de réduire nos consommations énergétiques :

#### Branche Electronique

- Sensibilisation des salariés à l'économie d'énergie, avec une communication orientée vers l'utilisation de l'éclairage, du chauffage et du maintien en veille des postes informatiques et écrans ;
- Limitation de l'éclairage extérieur ;
- Eclairage intérieur à base de led et avec détecteurs de mouvements dans les zones appropriées ;
- Mise en place d'un système de gestion de l'énergie sur notre site en Tunisie, avec également une assistance technique pour la mise en place des actions d'économie d'énergie.

#### Branche Télégestion

- Remplacement des convecteurs par des modèles à accumulateurs ;
- Mise en place d'horloges sur les circuits de chauffage ;
- Remplacement progressif des sources lumineuses par de la basse consommation.

#### Branche Signalisation

- Suppression du tunnel de séchage dans les ateliers de sérigraphie ;
- Raccordements des process les plus consommateurs à la GTB (Gestion Technique de Bâtiment) ;
- Changement des éclairages dans les ateliers, pour des éléments moins énergivores ;
- Campagne semestrielle de chasse aux fuites d'air comprimé.

### 7.3.5 Autres impacts environnementaux

Les nuisances sonores ne sont pas un enjeu majeur pour nos activités. Ainsi, si des mesures ponctuelles de niveau sonore sont réalisées sur certains sites – pour la branche Electronique : en Allemagne (tous les 3 ans), en France (une mesure en 2004, ne nécessitant pas de contrôle ultérieur), en Pologne (tous les ans) ; pour la branche Signalisation : en France (tous les 3 ans) – confirmant la conformité aux exigences réglementaires, il s'agit d'un enjeu mineur pour la majorité des sites.

De même, l'emprise au sol des sites du Groupe Lacroix n'est pas significative et ne justifie par la mise en place d'un indicateur.

### **7.3.6 Changement climatique et protection de la biodiversité**

Compte-tenu de ses activités et de son implantation géographique, le Groupe est peu vulnérable aux conséquences du changement climatique. Ainsi, aucune action spécifique n'est engagée sur cette thématique.

Au vu du faible impact de ses activités sur la biodiversité, le Groupe n'a pas mis en place de politique dédiée, tout en restant malgré tout attentif à son empreinte sur l'environnement.

## **7.4 Informations sociétales**

Les informations de cette partie concernent l'ensemble des sociétés du Groupe. Si le périmètre était différent pour un élément, il serait précisé.

### **7.4.1 Impact territorial, économique et social de l'activité de la société, et relations entretenues avec les organisations intéressées par l'activité de l'entreprise**

Compte-tenu de la taille de ses unités de fabrication, le Groupe LACROIX est un employeur significatif sur chacun de ses sites industriels. Ainsi, LACROIX est le deuxième employeur sur sa région en Tunisie, le troisième en Pologne, et un acteur significatif dans les Mauges (dans les cinq premiers employeurs de la communauté de communes de Montrevault) et la région nantaise.

Plus que simplement des employeurs locaux significatifs, les sociétés du Groupe participent à des actions locales les ancrant sur leur territoire. Sur l'exercice 2013, le Groupe a rencontré des élus locaux, pour échanger autour de diverses thématiques, a participé à plusieurs événements professionnels locaux tels des forums et des salons pour l'emploi, et a continué d'être membre de l'association LEA VALLEY (Loire Electronic Applications Valley) qui anime et promeut la filière électronique professionnelle des Pays de la Loire.

En tant qu'employeur significatif dans les régions de ses sites industriels, le Groupe LACROIX participe activement à la vie éducative locale, via notamment des partenariats avec des établissements d'enseignement locaux, tels OSEO Angers ou encore l'Ecole des Mines de Nantes. C'est dans cette perspective que plusieurs salariés sont Jury d'Ecoles ou participent à un Conseil d'Orientation de la Maison de l'Emploi de Nantes Métropole dont l'objectif est de valoriser les compétences des jeunes. De la même manière, les partenariats avec UI44 et des établissements d'enseignements techniques permettent au Groupe Lacroix d'ouvrir ses portes à des jeunes qui vont entrer dans le monde du travail, pour leur faire découvrir ce qu'est une entreprise.

Par ailleurs, le Groupe Lacroix apporte un soutien à différentes initiatives culturelles, comme à l'exposition permanente « Des transports et des Hommes » à la Cité des Sciences de Paris, ou au « Voyage à Nantes », Société Publique Locale dédiée à la vie touristique de la Ville de Nantes.

### **7.4.2 Sous-traitance et fournisseurs**

Au-delà de la simple performance économique, nos fournisseurs sont évalués selon des critères de Qualité / Sécurité / Environnement (prise en compte notamment de leurs certifications, des organisations spécifiquement mises en place pour garantir la qualité de leurs produits / services, des mesures prises pour

Septembre 2013

limiter l'impact environnemental...), de performance logistique et de réactivité. Par ailleurs, le service achats revoit au moins une fois par an les notations attribuées aux fournisseurs, afin d'adapter leur appréciation, et si nécessaire, de prendre des mesures, en fonction de l'évolution constatée (positive ou négative).

Par ailleurs, 9% de notre activité est sous-traitée, soit parce qu'il ne s'agit pas de notre cœur de métier, soit parce que nos ressources internes sont insuffisantes pour absorber certains pics de charge. Les activités sous-traitées diffèrent selon la division concernée.

#### Branche Electronique

- Sous-traitance capacitaire avec de l'assemblage de composants ;
- Sous-traitance technique pour de la mise en bande de composants en France et pour du vernissage spécifique en Angleterre.

#### Branche Télégestion

- Développement de hardware et de software.

#### Branche Signalisation

- Sous-traitance capacitaire à des acteurs locaux, un peu partout en France ;
- Sous-traitance technique pour des activités qui ne seraient pas maîtrisées en propre (marquage au sol pour certaines filiales de service), toujours auprès de fournisseurs locaux, la proximité des chantiers étant essentielle.

### **7.4.3 Loyauté des pratiques**

#### *En interne*

Le Groupe LACROIX dispose d'une charte interne mettant en avant nos valeurs fondamentales. Parmi celles-ci, en plus des valeurs d'honnêteté, de probité et d'équité, c'est le respect qui est mis en avant, et notamment celui des lois et règlements. Une charte *Anti-corruption* est également en train d'être mise en place sur chaque site de la division Electronique.

Le Groupe dispose par ailleurs d'un service d'audit et de contrôle interne dont l'un des axes de missions est justement le contrôle de ces aspects réglementaires et notamment le respect des règles de la concurrence.

#### *Avec nos parties prenantes*

Le chiffre d'affaires du Groupe est réalisé essentiellement en France pour la Signalisation et la Télégestion, exposant peu ces sociétés au risque de corruption. L'activité de la branche Electronique est plus internationalisée avec des sites de fabrication notamment en Tunisie et en Pologne. Néanmoins, l'activité réalisée sur ces sites est à destination de grands Groupes internationaux implantés en Europe de l'Ouest, n'exposant pas là non plus ces sociétés au risque de corruption.

Le développement des activités de la Branche Signalisation en Afrique et au Moyen Orient pourrait exposer davantage le Groupe dans les prochaines années. Cependant, la part d'activité réalisée dans ces pays reste marginale et le chiffre d'affaires est souvent réalisé avec des Groupes de travaux publics internationaux et non en direct avec les collectivités.

Septembre 2013

*Vis-à-vis des consommateurs finaux*

Le Groupe LACROIX tient à offrir une qualité optimale à ses clients et donc également aux consommateurs finaux, tant d'un point de vue des produits et systèmes livrés, que d'un point de vue des services rendus. Dans cette perspective, des services Qualité rattachés aux différentes directions industrielles des branches analysent les matières entrantes, les processus de fabrication, les processus administratifs et proposent des axes d'amélioration. De la même manière, différents sites du Groupe ont fait certifier leur démarche, afin d'assurer les clients de la qualité des produits et services rendus.

	<b>ISO 9001</b> Management de la qualité	<b>ISO TS 16949</b> Qualité industrie automobile	<b>EN9100</b> Qualité industrie aéronautique	<b>ISO 13485</b> Qualité industrie médicale
<u>Branche Electronique</u>				
<i>Sites industriels</i>				
• St-Pierre-Montlimart (49)	x	x	x	
• Willich (Allemagne)	x	x		x
• Zriba (Tunisie)	x		x	
• Kwidzyn (Pologne)	x	x		
<i>Bureaux d'études</i>				
• Vern-sur-Seiche (35)	x	x	x	
• Ramonville (31)	x		x	
• Fontaine (38)	x	x		
• Quimper (29)	x	x		
<u>Branche Signalisation</u>				
<i>Site industriel</i>				
• St-Herblain (44)	x			
<i>Agences</i>				
• St-Herblain (44)	x			
• Herblay (95)	x			
• Genas (69)	x			

**7.4.4 Œuvres sociales et mécénat**

En 2013, le budget annuel des œuvres sociales alloué par le Groupe à son personnel s'est élevé à près de 360 K€. Ce budget finance essentiellement des offres de billetteries, chèques vacances, bons cadeaux, bons de réduction et autres avantages auprès de partenaires locaux.

Parallèlement, le Groupe finance à travers des dons et partenariats un certain nombre de projets socialement responsables. Sur l'année, le Groupe a notamment parrainé une équipe du 4L TROPHY™ (raid solidaire organisé en partenariat avec l'association « Enfants du désert »), qui achemine chaque année plusieurs tonnes de matériel scolaire au bénéfice des écoliers marocains. Les divisions Télégestion et Electronique, quant à elles, participent à l'équipement informatique des écoles locales partenaires.

## 8 Informations concernant les mandataires sociaux

### 8.1 Situation des mandats des membres du Conseil de surveillance

Nous vous précisons qu'aucun mandat de membre du Conseil de surveillance n'arrive à échéance à l'issue de l'Assemblée Générale.

### 8.2 Rémunération et avantages reçus par les mandataires sociaux

Conformément à l'article L.225-102-1 du code de commerce, nous vous communiquons le montant de la rémunération totale et des avantages de toute nature versés, durant l'exercice clos le 30 septembre 2013, aux mandataires sociaux, par la Société et les sociétés contrôlées au sens de l'article L 233-16 du Code de commerce.

#### Directoire

Selon les recommandations AFEP / MEDEF, les rémunérations versées aux membres du Directoire au cours de l'exercice ont été les suivantes :

#### Synthèse des rémunérations et des options et actions attribuées à chaque dirigeant mandataire social :

	Exercice 2013	Exercice 2012
<b>Yves KROTOFF</b>		
<b>Président du Directoire</b>		
Rémunérations dues au titre de l'exercice	241 052	241 256
Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice		
Valorisation des actions de performance attribuées au cours de l'exercice		
<b>Vincent BEDOUIN</b>		
<b>Membre du Directoire</b>		
Rémunérations dues au titre de l'exercice	214 917	209 717
Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice		
Valorisation des actions de performance attribuées au cours de l'exercice		
<b>Nicolas BEDOUIN</b>		
<b>Membre du Directoire</b>		
Rémunérations dues au titre de l'exercice	96 540	92 976
Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice		
Valorisation des actions de performance attribuées au cours de l'exercice		

Les rémunérations variables des dirigeants sont validées par le Conseil de surveillance.

Les éléments de rémunération variable sont déterminés en fonction de l'atteinte d'objectifs révisés annuellement que nous ne souhaitons pas communiquer pour des raisons de confidentialité.

Septembre 2013

**Récapitulatif des rémunérations de chaque dirigeant mandataire social**

<b>Yves KROTOFF</b> <b>Président du directoire</b>	<b>Exercice 2013</b>		<b>Exercice 2012</b>	
	<b>dus</b>	<b>versés</b>	<b>dus</b>	<b>versés</b>
Rémunération fixe	130 000	130 000	130 000	130 000
Rémunération variable	100 000	100 000	100 000	100 000
Rémunération exceptionnelle				
Jetons de présence				
Avantages en nature	11 052	11 052	11 256	11 256
<b>Total</b>	<b>241 052</b>	<b>241 052</b>	<b>241 256</b>	<b>241 256</b>
<b>Vincent BEDOUIN</b> <b>Membre du directoire</b>	<b>Exercice 2013</b>		<b>Exercice 2012</b>	
	<b>dus</b>	<b>versés</b>	<b>dus</b>	<b>versés</b>
Rémunération fixe	140 400	140 400	135 200	135 200
Rémunération variable	70 000	70 000	70 000	70 000
Rémunération exceptionnelle				
Jetons de présence				
Avantages en nature	4 517	4 517	4 517	4 517
<b>Total</b>	<b>214 917</b>	<b>214 917</b>	<b>209 717</b>	<b>209 717</b>
<b>Nicolas BEDOUIN</b> <b>Membre du directoire</b>	<b>Exercice 2013</b>		<b>Exercice 2012</b>	
	<b>dus</b>	<b>versés</b>	<b>dus</b>	<b>versés</b>
Rémunération fixe	73 847	73 847	78 846	78 846
Rémunération variable	20 000	20 000	12 000	12 000
Rémunération exceptionnelle				
Jetons de présence				
Avantages en nature	2 693	2 693	2 130	2 130
<b>Total</b>	<b>96 540</b>	<b>96 540</b>	<b>92 976</b>	<b>92 976</b>

L'information relative aux montants dus fait référence aux montants provisionnés au titre de l'exercice à la différence des montants versés qui indiquent la part variable octroyée au titre de l'exercice précédent.

**Jetons de présence**

Les membres du Directoire n'ont pas perçu de jetons de présence au cours de l'exercice.

**Options de souscription ou d'achat d'actions attribuées durant l'exercice**

Aucune option de souscription ou d'achat d'actions n'a été attribuée aux membres du Directoire au cours de l'exercice écoulé.

**Options de souscription ou d'achat d'actions levées durant l'exercice**

Il n'a pas été levé d'options de souscription ou d'achat au cours de l'exercice par les dirigeants mandataires sociaux.

**Actions de performance attribuées et disponibles**

La Société n'a pas attribué d'actions de performance au cours de l'exercice écoulé, ainsi qu'au cours des exercices précédents.

Septembre 2013

Informations sur les rémunérations versées aux membres du Directoire de la Société (article L.225-102-1 du Code de commerce).

Informations données en euros

Nom	Mandat	Fonction	Rémunération Fixe	Rémunération variable	Avantages en nature	Retraite supplémentaire et autres avantages	Total
Yves KROTOFF	Président du Directoire	Président	130 000	100 000	11 052	34 552	275 604
Vincent BEDOUIN	Membre du Directoire	Directeur activité Electronique	140 400	70 000	4 517	23 045	237 962
Nicolas BEDOUIN	Membre du Directoire	Directeur financier	73 847	20 000	2 693	7 402	103 942

Nous portons à votre connaissance les précisions suivantes :

- Les mandats de Messieurs Pascal ROUCHET et Jacques GABOURY sont arrivés à échéance le 12 février 2013 et n'ont pas été renouvelés. Du 1er octobre au 12 février 2013, les montants versés ont été de 280 K€ (comprenant notamment les primes versées au titre de l'exercice précédent). Les rémunérations de ces dirigeants n'ont pas varié de manière significative entre 2012 et 2013.
- La Société a pris un engagement au bénéfice du Président du Directoire. Il s'agit du versement d'une indemnité, en cas de non renouvellement ou de révocation de Monsieur Yves KROTOFF de son mandat de Président du Directoire. Cette indemnité est fixée à un montant correspondant à la rémunération brute totale (fixe et variable) perçue par Monsieur KROTOFF au cours des dix-huit derniers mois de l'exercice de son mandat.

## Conseil de surveillance

Informations données en euros

Nom	Mandat	Fonction	Rémunération Fixe	Rémunération variable	Avantages en nature	Retraite supplémentaire et autres avantages	Jetons de présence	Total
Jean-Paul BEDOUIN	Président du conseil de surveillance	Président	104 000		9 540		5 000	118 540
Pierre TIERS	Membre du conseil de surveillance	Membre ad hoc					6 000	6 000
Pascal JANOT	Membre du conseil de surveillance	Membre ad hoc					5 000	5 000
Hugues MEILI	Membre du conseil de surveillance	Membre ad hoc					6 000	6 000
Marie-Reine BEDOUIN	Membre du conseil de surveillance	Membre					12 000	12 000
Hubert de BOISREDON	Membre du conseil de surveillance	Membre ad hoc					5 000	5 000

Nous vous précisons qu'aucun membre du Conseil de surveillance n'est attributaire de stock-options



Septembre 2013

### 8.3 Liste des mandats et fonctions

Conformément aux dispositions de l'article L.225-102-1 du code de commerce, nous vous présentons ci-dessous la liste de l'ensemble des mandats et fonctions exercés dans toute société par chacun des mandataires sociaux de la société.

#### Directoire

Nom	Mandat	Société
Yves KROTOFF	Président du Directoire	LACROIX SA
	Président	SAS LACROIX SOFREL
	Gérant	SCI LTI SUD EST
	Gérant	SARL LACROIX IV
	RP Lacroix SA administrateur	LACROIX TRAFFIC BELGIUM (Belgique)
Vincent BEDOUIN	Membre du Directoire	LACROIX SA
	Président	SAS LACROIX ELECTRONICS
	Président	SAS LACROIX ELECTRONICS SOLUTIONS
	Membre du Conseil de Surveillance	SAS VINILA INVESTISSEMENTS
	Gérant	LACROIX ELECTRONICS GmbH (Allemagne)
	Gérant	LACROIX ELECTRONICS TUNISIE
Nicolas BEDOUIN	Membre du Directoire	LACROIX SA
	Membre du Conseil de Surveillance	SAS VINILA INVESTISSEMENTS
<b>Conseil de surveillance</b>		
Jean-Paul BEDOUIN	Président du Conseil de Surveillance	LACROIX SA
	Président	SAS VINILA INVESTISSEMENTS
	Gérant	SCI EMERAUDE DEVELOPPEMENT
Pierre TIERS	Membre du Conseil de surveillance	LACROIX SA
	Membre du Directoire	CM CIC CAPITAL FINANCE
	Président	SAS CM CIC Capital Innovation
	Directeur Général	SAS CM CIC Investissement
	RP de CM CIC Capital Finance Président	CM CIC Ingénierie
	RP de CM CIC Investissement Gérant	SCI VILLA CAMUS
	RP de EFSA administrateur	CM CIC SECURITIES
	RP de CM CIC Investissement administrateur	SAS Poitou Charentes Expansion
	RP de CM CIC Investissement administrateur	SAS Pays de la Loire Développement
RP de CM CIC Investissement administrateur	Association NAPF	
Pascal JANOT	Membre du Conseil de surveillance	LACROIX SA
	Président	SYSTOVI SAS

Septembre 2013

Hugues MEILI

Membre du Conseil de surveillance  
Président et Directeur Général  
Président  
Président  
Président

LACROIX SA  
NIJI SA  
KURMI-SOFTWARE SAS  
BORDILLA SAS  
IKUMBI SOLUTIONS SAS

---

Marie-Reine BEDOUIN

Membre du Conseil de Surveillance  
Présidente du Conseil de Surveillance

LACROIX SA  
SAS VINILA INVESTISSEMENTS

---

Hubert de BOISREDON

Membre du Conseil de Surveillance  
Président  
Directeur Général  
Président

LACROIX SA  
ARMOR SAS  
PRINTOR SAS  
ALSENS SAS

## 9 Mandats des Commissaires aux comptes

Aucun mandat de Commissaires aux comptes n'arrive à expiration à l'issue de l'Assemblée Générale.

Septembre 2013

## 10 Affectation du résultat

Nous vous proposons de bien vouloir approuver l'affectation du bénéfice net de l'exercice s'élevant à 7 470 710 euros de la manière suivante :

Bénéfice de l'exercice	7 470 710 euros
A la Réserve Légale	373 535 euros
	-----
Solde	7 097 175 euros
Auquel s'ajoute	
Le Report à Nouveau antérieur	598 610 euros
Pour former un bénéfice distribuable de	7 695 785 euros
A titre de dividendes aux actionnaires	1 883 280 euros
Soit 0.50 euros par action	
Le solde	5 812 505 euros

Pour un montant de 5.5 millions d'euros au compte "Autres Réserves" qui s'élève ainsi à la somme de 33.5 millions d'euros et pour un montant de 312 505 euros au compte "Report à Nouveau" qui s'élève ainsi à la somme de 312 505 euros. Etant entendu que ce montant sera majoré de la fraction des dividendes correspondant aux actions détenues par la Société dans le cadre de son programme de rachat d'actions propres.

Nous vous rappelons que depuis le 1er janvier 2013, les revenus distribués sont imposables au barème progressif de l'impôt sur le revenu et que, conformément aux dispositions de l'article 117 quater modifié du Code général des impôts, est mis en place un prélèvement forfaitaire obligatoire de 21%, non libératoire, et imputable ultérieurement sur l'impôt sur le revenu.

Nous vous informons en outre que, conformément aux dispositions de l'article L. 136-7 du Code de la sécurité sociale, les prélèvements sociaux sur les dividendes, imposés au barème progressif de l'impôt sur le revenu, qu'ils soient éligibles ou non à l'abattement de 40 %, sont retenus à la source par l'établissement payeur, lorsque ce dernier est établi en France ; ils devront être versés au Trésor dans les quinze premiers jours du mois suivant celui du paiement des dividendes.

Le paiement des dividendes sera effectué le 15 avril 2014.

Il résulte de cette affectation un montant de capitaux propres s'élevant à la somme de 64 808 785 euros, avant fraction du dividende des actions propres détenues par la Société.

Conformément à la loi, l'Assemblée Générale prend acte que les dividendes distribués au titre des trois exercices précédents ont été les suivants :

Exercice	Nombre d'actions total	Nombre d'actions rémunérées	Dividende net par action	Dividende versé
2009 - 2010	3 766 560	3 568 138	0,55	1 962 475
2010 - 2011	3 766 560	3 568 332	0,50	1 784 166
2011 - 2012	3 766 560	3 568 981	0,50	1 784 490

## **11 Jetons de présence**

Nous vous proposons de fixer le montant global annuel des jetons de présence alloués au Conseil de surveillance, pour l'exercice en cours, à la somme de 30 000 euros.

## **12 Informations relatives aux opérations sur titre**

Conformément à l'article L 621-18-2 du code monétaire et financier et au règlement général de l'Autorité des Marchés Financiers, nous vous informons qu'aucune opération réalisée par les mandataires sociaux de LACROIX SA sur le titre de la Société n'a été portée à notre connaissance au titre de l'exercice.

## Tableau des résultats des cinq derniers exercices

Nature des indications	2008 / 2009	2009 / 2010	2010 / 2011	2011 / 2012	2012 / 2013
<b>CAPITAL EN FIN D'EXERCICE</b>					
- Capital social	25 000 000	25 000 000	25 000 000	25 000 000	25 000 000
- Nombre des actions ordinaires existantes	3 766 560	3 766 560	3 766 560	3 766 560	3 766 560
- Nombre des actions à dividende prioritaire (sans droit de vote)					
- Nombre maximal d'actions futures à créer					
<b>OPERATIONS ET RESULTATS DE L'EXERCICE</b>					
- Chiffre d'affaires hors taxes	1 080 121	1 149 740	1 116 049	1 406 348	1 373 595
- Résultats avant impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	3 121 646	3 015 886	2 989 523	4 180 687	4 322 320
- Impôts sur les bénéfices	-1 120 677	-2 566 737	-2 449 157	-3 252 221	-2 603 778
- Participation des salariés due au titre de l'exercice					
- Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	633 577	5 041 649	5 969 685	6 227 735	7 470 710
- Résultat distribué	1 129 968	2 071 608	1 883 280	1 883 280	1 883 280*
<b>RESULTATS PAR ACTION</b>					
- Résultat après impôts, participation des salariés, mais avant dotations aux amortissements et provisions	0,83	0,80	1,44	1,97	1,97
- Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	0,17	1,34	1,58	1,65	1,98
- Dividende attribué à chaque action	0,30	0,55	0,5	0,50	0,50*
<b>PERSONNEL</b>					
- Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	2	2	3	3	3
- Montant de la masse salariale de l'exercice	396 238	404 757	382 221	407 652	411 261
- Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux de l'exercice ( sécurité sociale, oeuvres sociales...)	174 778	198 148	193 088	210 050	209 262

\* Projet d'affectation de résultat pour l'exercice 2012 / 2013

**ANNEXE AU RAPPORT DE GESTION**  
**RAPPORT SUR LES INFORMATIONS SOCIALES**  
**ENVIRONNEMENTALES ET SOCIETALES**

**LACROIX SA**

Septembre 2013



Ernst & Young et Associés  
Tour First  
TSA 14444  
92037 Paris - La Défense cedex

Tél. : +33 (0)1 46 93 60 00  
www.ey.com/fr

## Lacroix S.A.

Exercice clos le 30 septembre 2013

### Rapport de l'organisme tiers indépendant sur les informations sociales, environnementales et sociétales consolidées figurant dans le rapport de gestion

Aux Actionnaires,

En notre qualité d'organisme tiers indépendant dont la recevabilité de la demande d'accréditation a été admise par le COFRAC sous le n° 3-1050, membre du réseau de l'un des commissaires aux comptes de la société Lacroix S.A., nous vous présentons notre rapport sur les informations sociales, environnementales et sociétales consolidées présentées dans le chapitre « Responsabilité Sociétale de l'Entreprise » du rapport de gestion (ci-après les « Informations RSE »), établi au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2013 en application des dispositions de l'article L. 225-102-1 du Code de commerce.

#### Responsabilité de la société

Il appartient au conseil d'administration d'établir un rapport de gestion comprenant les informations RSE prévues à l'article R. 225-105-1 du Code de commerce, conformément au référentiel utilisé par la société (ci-après le « Référentiel »), composé du Protocole de Reporting relatif à la Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE) de Lacroix S.A., disponible sur demande auprès de la société à l'adresse suivante : [lacroix@lacroix-sa.fr](mailto:lacroix@lacroix-sa.fr).

#### Indépendance et contrôle qualité

Notre indépendance est définie par les textes réglementaires, le code de déontologie de la profession ainsi que les dispositions prévues à l'article L. 822-11 du Code de commerce. Par ailleurs, nous avons mis en place un système de contrôle qualité qui comprend des politiques et des procédures documentées visant à assurer le respect des règles déontologiques, des normes professionnelles et des textes légaux et réglementaires applicables.

#### Responsabilité de l'organisme tiers indépendant

Il nous appartient, sur la base de nos travaux :

- d'attester que les Informations RSE requises sont présentes dans le rapport de gestion ou font l'objet, en cas d'omission, d'une explication en application du troisième alinéa de l'article R. 225-105 du Code de commerce (Attestation de présence des Informations RSE) ;



- d'exprimer une conclusion d'assurance modérée sur le fait que les Informations RSE, prises dans leur ensemble, sont présentées, dans tous leurs aspects significatifs, de manière sincère conformément au Référentiel (Avis motivé sur la sincérité des Informations RSE).

Nos travaux ont été effectués par une équipe de trois personnes et se sont déroulés de juillet 2013 à janvier 2014 pour une durée d'environ neuf semaines.

### 1. Attestation de présence des Informations RSE

Nous avons conduit les travaux suivants conformément aux normes professionnelles applicables en France et à l'arrêté du 13 mai 2013 déterminant les modalités dans lesquelles l'organisme tiers indépendant conduit sa mission :

- Nous avons pris connaissance, sur la base d'entretiens avec les responsables des directions concernées, de l'exposé des orientations en matière de développement durable, en fonction des conséquences sociales et environnementales liées à l'activité de la société et de ses engagements sociétaux et, le cas échéant, des actions ou programmes qui en découlent.
- Nous avons comparé les Informations RSE présentées dans le rapport de gestion avec la liste prévue par l'article R. 225-105-1 du Code de commerce.
- En cas d'absence de certaines informations consolidées, nous avons vérifié que des explications étaient fournies conformément aux dispositions de l'article R. 225-105 alinéa 3 du Code de commerce.
- Nous avons vérifié que les Informations RSE couvraient le périmètre consolidé, à savoir la société ainsi que ses filiales au sens de l'article L. 233-1 et les sociétés qu'elle contrôle au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce, avec les limites précisées en introduction du chapitre « Responsabilité Sociétale de l'Entreprise » du rapport de gestion, notamment, pour la plupart des Informations RSE, l'exclusion du bureau d'études pour la Division Electronique, des filiales étrangères pour la Division Télégestion, des sociétés de service et hors France métropolitaine pour la Division Signalisation.

Sur la base de ces travaux et compte tenu des limites mentionnées ci-dessus, nous attestons de la présence dans le rapport de gestion des Informations RSE requises.

### 2. Avis motivé sur la sincérité des Informations RSE

#### Nature et étendue des travaux

Nous avons effectué les travaux décrits ci-après, conformément aux normes professionnelles applicables en France, à l'arrêté du 13 mai 2013 déterminant les modalités dans lesquelles l'organisme tiers indépendant conduit sa mission et à la norme internationale ISAE 3000<sup>1</sup>.

<sup>1</sup> ISAE 3000 - Assurance engagements other than audits or reviews of historical information



Septembre 2013



Nous avons mené un entretien auprès des deux personnes responsables de la préparation des Informations RSE auprès des directions administrative et financière et du contrôle interne, en charge des processus de collecte des informations et, le cas échéant, responsables des procédures de contrôle interne et de gestion des risques, afin :

- d'apprécier le caractère approprié du Référentiel au regard de sa pertinence, son exhaustivité, sa fiabilité, sa neutralité, son caractère compréhensible, en prenant en considération, le cas échéant, les bonnes pratiques du secteur ;
- de vérifier la mise en place d'un processus de collecte, de compilation, de traitement et de contrôle visant à l'exhaustivité et à la cohérence des Informations RSE et prendre connaissance des procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration des Informations RSE.

Nous avons déterminé la nature et l'étendue de nos tests et contrôles en fonction de la nature et de l'importance des Informations RSE au regard des caractéristiques de la société, des enjeux sociaux et environnementaux de ses activités, de ses orientations en matière de développement durable, et des bonnes pratiques sectorielles.

- Pour les Informations RSE que nous avons considérées les plus importantes<sup>2</sup> :
  - Au niveau de l'entité consolidante, nous avons consulté les sources documentaires et mené des entretiens pour corroborer les informations qualitatives (organisation, politiques, actions), nous avons mis en œuvre des procédures analytiques sur les informations quantitatives et vérifié, sur la base de sondages, les calculs ainsi que la consolidation des données et nous avons vérifié leur cohérence et leur concordance avec les autres informations figurant dans le rapport de gestion.
  - Au niveau d'un échantillon représentatif de sites que nous avons sélectionnés<sup>3</sup> en fonction de leur activité, de leur contribution aux indicateurs consolidés, de leur implantation et d'une analyse de risque, nous avons mené des entretiens pour vérifier la correcte application des procédures, et mis en œuvre des tests de détail sur la base d'échantillonnages, consistant à vérifier les calculs effectués et à rapprocher les données des pièces justificatives. L'échantillon de sites ainsi sélectionnés représente 29 % des effectifs et 49 % en moyenne des informations quantitatives environnementales.
- Pour les autres informations RSE consolidées, nous avons apprécié leur cohérence par rapport à notre connaissance de la société.
- Enfin, nous avons apprécié la pertinence des explications relatives, le cas échéant, à l'absence totale ou partielle de certaines informations.

<sup>2</sup> Informations environnementales et sociétales : politique générale en matière d'environnement, rejets dans l'air et l'eau, pollution et gestion des déchets, utilisation durable des ressources (matières premières, énergie, eau), rejets de Gaz à Effet de Serre ; actions engagées pour prévenir la corruption, démarches qualité.

Informations sociales : effectif total, embauches et licenciements, absentéisme, santé et sécurité au travail, fréquence et gravité des accidents du travail, maladies professionnelles.

<sup>3</sup> Les sites français de Saint-Pierre Montlimar (Division Electronique) et Saint-Herblain (Division Signalisation).



- Nous estimons que les méthodes d'échantillonnage et tailles d'échantillons que nous avons retenues en exerçant notre jugement professionnel nous permettent de formuler une conclusion d'assurance modérée ; une assurance de niveau supérieur aurait nécessité des travaux de vérification plus étendus. Du fait du recours à l'utilisation de techniques d'échantillonnages ainsi que des autres limites inhérentes au fonctionnement de tout système d'information et de contrôle interne, le risque de non-détection d'une anomalie significative dans les Informations RSE ne peut être totalement éliminé.

**Conclusion**

Sur la base de nos travaux, nous n'avons pas relevé d'anomalie significative de nature à remettre en cause le fait que les Informations RSE, prises dans leur ensemble, sont présentées, de manière sincère, conformément au Référentiel.

**Observation**

Sans remettre en cause la conclusion ci-dessus, nous attirons votre attention sur l'élément suivant :

- Le Référentiel désigne les responsables des contrôles internes des Informations RSE ; ces contrôles méritent d'être renforcés pour assurer l'application homogène des règles et définitions.

Paris-La Défense, le 30 janvier 2014

L'Organisme Tiers Indépendant  
ERNST & YOUNG et Associés  
Département Développement durable

Eric Mugnier

**ATTESTATION DU RAPPORT FINANCIER ANNUEL  
PAR LE PRESIDENT DU DIRECTOIRE**

**LACROIX SA**

**ATTESTATION DU RESPONSABLE  
ASSUMANT LA RESPONSABILITE DU RAPPORT FINANCIER**

**Etablie en application des articles 222-3 et 222-4 du Règlement Général  
de l'Autorité des Marchés Financiers**

**Monsieur Yves KROTOFF  
Président du Directoire**

Atteste

« A ma connaissance, les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société, ainsi que de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation.

Le rapport de gestion présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats, de la situation financière de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées. »

Yves KROTOFF



**RAPPORTS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES**  
**RAPPORT GENERAL SUR LES COMPTES**  
**ANNUELS ET CONSOLIDES**

**LACROIX SA**

## LACROIX S.A.

Capital social : 25.000.000 €

8, impasse du Bourrelier  
44800 SAINT-HERBLAIN

### RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 30 septembre 2013

*ASSEMBLEE GENERALE  
du 28 février 2014*

**ATLANTIQUE REVISION CONSEIL – A.R.C.**

**ERNST & YOUNG et Autres**

**COMMISSAIRES AUX COMPTES**

*Membre de la Compagnie  
Régionale de POITIERS*

*Membre de la Compagnie  
Régionale de VERSAILLES*

52, Rue Jacques-Yves Cousteau  
Bât. B – B.P. 743  
85018 LA ROCHE SUR YON CEDEX

3, Rue Emile Masson  
B.P. 21919  
44019 NANTES CEDEX 1

*Ce rapport contient 19 pages*

**RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES  
SUR LES COMPTES ANNUELS**

**Exercice clos le 30 septembre 2013**

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à *l'exercice clos le 30 septembre 2013*, sur :

- ◆ le contrôle des comptes annuels de la société **LACROIX S.A.**, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- ◆ la justification de nos appréciations ;
- ◆ les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Directoire. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

**I - OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

*aud...*

Septembre 2013

## II – JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

La note 3.2.3 relative aux titres de participation et créances rattachées présente les modalités de détermination de leur valeur d'inventaire conduisant à la constitution éventuelle d'une provision pour dépréciation.

Sur la base des informations qui nous ont été communiquées, nos travaux ont consisté à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent les valeurs d'usage des titres de participation et des créances vis-à-vis des entreprises liées, notamment à revoir, lorsque cela est applicable, l'actualisation des perspectives de rentabilité des activités concernées et de réalisation des objectifs, et à contrôler la cohérence des hypothèses retenues avec les données prévisionnelles.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

## III - VERIFICATIONS ET INFORMATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du directoire et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L. 225-102-1 du code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives à l'identité des détenteurs du capital et des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Fait à LA ROCHE-SUR-YON et à NANTES, le 30 janvier 2014.

*Les Commissaires aux Comptes*

ATLANTIQUE REVISION CONSEIL – A.R.C.



Sébastien CAILLAUD  
Associé

ERNST & YOUNG et Autres



Philippe FOURQUET  
Associé



ATLANTIQUE REVISION CONSEIL - A.R.C.

ERNST & YOUNG et Autres

**Lacroix S.A.**

Exercice clos le 30 septembre 2013

Rapport des commissaires aux comptes  
sur les comptes consolidés

Septembre 2013

ATLANTIQUE REVISION CONSEIL - A.R.C.  
52, rue Jacques-Yves Cousteau  
Bât. B - B.P. 743  
85018 La Roche-sur-Yon Cedex  
S.A. au capital de € 40.000

Commissaire aux Comptes  
Membre de la compagnie  
régionale de Poitiers

ERNST & YOUNG et Autres  
3, rue Emile Masson  
B.P. 21919  
44019 Nantes Cedex 1  
S.A.S. à capital variable

Commissaire aux Comptes  
Membre de la compagnie  
régionale de Versailles

## Lacroix S.A.

Exercice clos le 30 septembre 2013

### Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 30 septembre 2013, sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société Lacroix S.A., tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le directoire. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

#### I. Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

## II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Votre groupe procède systématiquement, à chaque clôture, à des tests de perte de valeurs des goodwill selon les modalités décrites dans les notes 6.4.4 et 8.1 de l'annexe. Nous avons examiné les modalités de mise en œuvre de ces tests ainsi que les prévisions de flux de trésorerie et les hypothèses utilisées et nous avons vérifié que l'annexe aux comptes consolidés donne une information appropriée.

Les provisions inscrites au bilan et les principes et méthodes de comptabilisation de ces provisions sont détaillés dans les notes 6.5.11 et 8.12 de l'annexe. Dans le cadre de notre appréciation des estimations retenues pour l'arrêté des comptes et sur la base des informations disponibles lors de nos travaux, nous avons revu les approches utilisées par votre groupe et nous nous sommes assurés du caractère raisonnable des hypothèses et des modalités retenues pour la détermination de ces provisions.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

## III. Vérification spécifique

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

La Roche-sur-Yon et Nantes, le 30 janvier 2014

Les Commissaires aux Comptes

ATLANTIQUE REVISION CONSEIL - A.R.C.



Sébastien Caillaud

ERNST & YOUNG et Autres



Philippe Fourquet